

Critique Communiste

revue mensuelle

de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n°

60

février 87 14 fr

La deuxième secousse sociale



LA BATAILLE DU RAIL



La LCR, LO et l'auto-organisation



Le blocage salarial



**Les quatre premières phases
de la cohabitation**



**URSS : si on parlait vrai ?
(suite et fin)**



LE CONTRE-EXEMPLE

Pour tous les militantes et militants à la recherche d'une issue positive à l'actuelle transformation du mouvement ouvrier, la crise du PCF est un véritable contre-exemple de ce qui est nécessaire face à la droite et à l'austérité capitaliste.

Unitaire, la direction du PCF l'a été, dans les années soixante-dix, avec le Parti socialiste, au temps du « Programme commun ». Mais cette unité-là se cantonnait aux perspectives électorales, sans souci de l'unité dans les luttes. Et personne n'avait vraiment oublié que le PCF avait passé Mai 68 à dénoncer les « provocateurs gauchistes », alors que des millions de jeunes et de travailleurs espéraient en une autre société. Cette unité-là, le PCF l'a brisée en 1977, sans souci des espoirs qu'elle avait, malgré tout, suscités parmi les travailleurs.

Unitaire, il l'a encore été de 1981 à 1984, lorsqu'il participait à la gestion de la crise capitaliste en commun avec le PS. Depuis, le PCF a redécouvert, comme de 1977 à 1981, que son allié d'hier, à la politique duquel il avait souscrit au gouvernement, est responsable de tous les maux. Ce n'est pas nous qui défendrons le réformisme devenu sans rivage de la direction du PS : mais le problème est qu'à la direction du PCF, le sectarisme tous azimuts a remplacé l'unité électoraliste. Pour corser le tout, la direction du PCF aura continué à défendre contre vents et marées le « socialisme » du dictateur Jaruzelski et la grisaille bureaucratique de l'Est, tout en continuant au sein du parti à imposer les pires pratiques antidémocratiques. Ce parti ne sortira

pas de l'impasse où il s'est embourbé, tant tout cela est désormais vomé par une grande majorité des travailleurs.

La bourgeoisie ne devrait cependant pas s'en froter les mains trop vite. Car, dans l'ensemble du mouvement ouvrier, nous sommes nombreux à la recherche d'une alternative, à la fois unitaire, démocratique et anticapitaliste, à commencer par le courant « rénovateur » qui, en cherchant une issue positive à la crise du PCF, reflète, au-delà de sa diversité et de ses contradictions, les préoccupations profondes de dizaines de milliers de militants.

Ce numéro de *Critique communiste* sera une nouvelle fois le reflet de cette recherche, tant il est vrai que toute l'actualité y invite.

Les récentes luttes sociales, après le mouvement des jeunes, reposent à nouveau le problème de *l'unité dans les luttes*, le respect de la démocratie ouvrière, le refus de la division et des manipulations bureaucratiques, d'où qu'elles viennent. Un camarade de la SNCF analyse, dans ce numéro, au travers de cette expérience, ce nouveau contexte des luttes ouvrières.

Avec la contribution d'H. Sandor, et la réponse d'Alain Brossat aux nombreuses critiques faites à notre numéro « Spécial URSS » de l'été 1986, nous terminons (provisoirement) ce débat. Il montre que nous partageons les préoccupations de tous ceux qui s'interrogent sur ce que pourra être le socialisme démocratique et autogestionnaire de demain.

La deuxième secousse sociale

Francis SITEL

Après le mouvement de la jeunesse, la flambée de grèves de décembre et janvier, marquée par la lutte phare des cheminots, a représenté le second round dans le combat engagé avec le gouvernement. Défait par KO technique face aux jeunes, il était décisif pour le pouvoir de prendre sa revanche sur un terrain où toute sa politique salariale était en jeu. Chirac devait donc prendre l'affaire de front. Il est parvenu à endiguer le mouvement, à épuiser la grève de la SNCF et stopper celle de l'EDF, en évitant et des concessions trop significatives et des affrontements trop brutaux. Victoire aux points ? D'une certaine façon. Mais le bilan politique global est autrement plus complexe. D'une part, la victoire des jeunes n'est en rien ternie et l'onde de choc qu'elle a provoquée se prolonge au plus profond de la société. D'autre part, les effets des grèves, de leur puissance et des formes qu'elles ont prises, sont loin d'être épuisés. Malgré les amertumes d'une reprise sans victoire, ces grèves dessinent un nouveau paysage politique et social. Au-delà des péripéties immédiates, c'est véritablement une deuxième secousse que vient de connaître la société française. Ebranlement qui remet en cause bien des schémas établis et ouvre bien des questions.

AU sortir de cette crise hivernale, le gouvernement Chirac est décisivement, et sans doute irréversiblement, affaibli. Pour se dégager de la double épreuve du mouvement jeune et des grèves dans la fonction publique, il lui a fallu jeter ses deux atouts maîtres : le bonus hérité de la gestion gouvernementale de la gauche, le joker de la maîtrise de la cohabitation. Dès lors il n'a plus en main que ses cartes habituelles — celles du conservatisme musclé —, bien insuffisantes pour emporter une partie délicate.

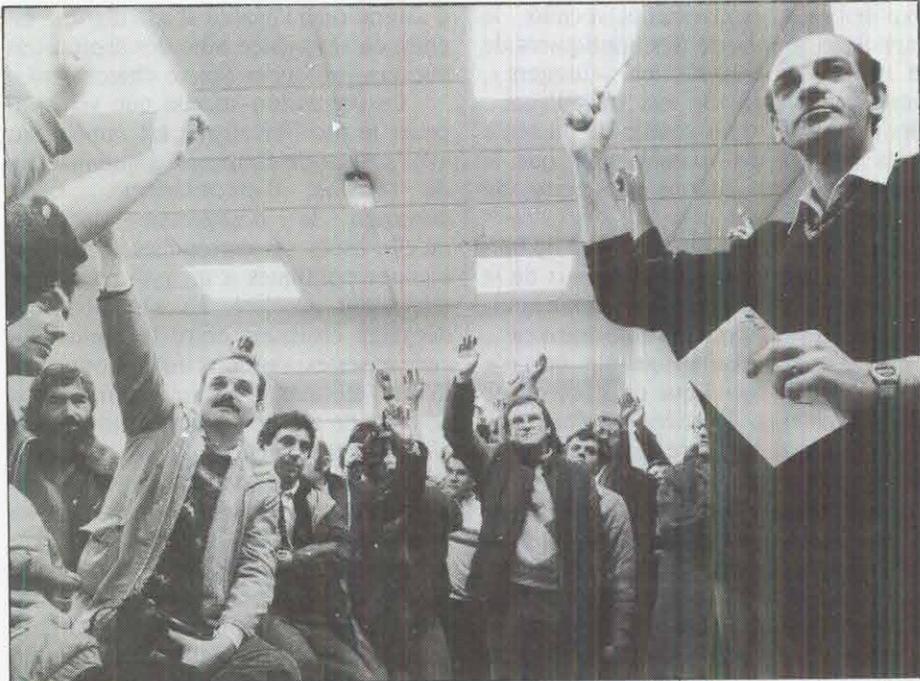
Le pari obligé du RPR était de triompher de cette épreuve de la cohabitation. Ce qui voulait dire appliquer sa politique néo-libérale et réactionnaire, pour convaincre l'électorat de droite et la bourgeoisie de sa capacité à gouverner. Mais l'appliquer de façon suffisamment graduée pour ne pas susciter de réactions sociales trop vives. Et en exploitant tous les bénéfices d'une certaine continuité avec les mesures des gouvernements de gauche : ne poursuivait-il pas de façon plus conséquente et brutale une politique engagée antérieurement, ce que confirmait le cadre res-

pecté de la cohabitation ? En cas de succès, il interdisait un retour en force de Mitterrand et du PS, et il réduisait au silence ses concurrents immédiats : Barre, écarté des affaires, et Le Pen, privé de ses thèmes les plus porteurs.

Chirac pouvait croire le terrain suffisamment déminé pour réussir cette délicate opération. Il a échoué. L'irruption de la jeunesse et une première offensive ouvrière sont venues jeter bas ce fragile équilibre politique et ont fait exploser toutes ses contradictions. Il lui a fallu recourir aux armes traditionnelles puisées au vieil arsenal de la lutte des classes.

Au-delà d'une fort relative victoire contre les travailleurs, Chirac est gravement diminué au regard du seul objectif qui compte pour lui : l'accession à la présidence, par rapport à quoi la phase actuelle n'est qu'un intermède, en même temps qu'un test implacable.

La chute impressionnante de sa cote de popularité traduit la perte de l'autorité politique gagnée le 16 mars et dans les premiers mois de la cohabitation. Situation que Jean-Marie Colombani, dans *le Monde*, commentait de la



5 janvier 1987, gare Saint-Lazare, 19^e jour de grève.
Reconduction de la grève.

sorte : « *Un gouvernement capable de percuter le mur par deux fois, en si peu de temps, et de s'y cogner si fortement, a manifestement besoin de trouver un second souffle. Sans projet de société autre que la gestion privilégiée de quelques catégories considérées par lui comme décisives, rétif au dialogue social, faible dans un domaine — l'économie — où il avait coutume de jouer les fiers-à-bras, ce gouvernement et son chef donnent assurément le sentiment d'être de ceux qui subissent, plus qu'ils ne conduisent, ballotés qu'ils sont par l'événement.* »

Mais l'épreuve va au-delà des effets conjoncturels : le renouveau social opère un véritable dévoilement des falsifications néo-libérales.

Le toc néo-libéral

Confrontées aux deux secousses sociales de ces dernières semaines, les valeurs montantes du néo-libéralisme sont apparues pour ce qu'elles sont : de vulgaires contrefaçons. Processus qui ne s'est pas développé sur le mode progressif de la dégradation, mais comme une brusque désagrégation.

Prenons quelques références cardinales, telles que le « modernisme », la compétence économique ou le pragmatisme consensuel... Le modernisme ? Grenadeur des lycéens et barboteur dans la boue montante de « l'affaire Chalié », Pasqua, déjà, à lui seul, suffisait à dénoncer une telle prétention de la part d'un tel gouvernement. Mais, à présent, peut-il se dire « moderne » un pouvoir qui, face à la mobilisation de la jeunesse, s'est trouvé tout tourneboulé

et contraint de retirer en catastrophe ses projets « sociaux » ? Qui, à la grève des cheminots, fait face avec une direction de la SNCF rétrograde, et si peu apte au dialogue social que, très vite, elle n'a trouvé d'autre recours que l'appel aux CRS ?

D'ailleurs, côté « modernisme », le massacre ne s'arrête pas là. Où est-il le « moins d'Etat », lorsque la seule réponse du gouvernement aux mobilisations c'est le verrouillage salarial et la répression ? Lorsque, après avoir dénoncé le syndicalisme comme un mode périmé d'intervention sociale, on accuse à présent l'incapacité des syndicats à contrôler leur base et que, de toutes parts, on vient se presser derrière M. Bergeron pour réclamer la réhabilitation des « corps intermédiaires » ? Où est-elle l'efficacité économique, quand il apparaît qu'on n'offre d'autre perspective à l'Université française qu'un malthusianisme accru, et quand une grande entreprise, comme la SNCF, pour « innover », introduit le critère du « mérite » dans la grille des salaires ? Tout cela au moment où le déficit des échanges commerciaux avec la RFA — référence obligée lorsqu'il s'agit de justifier le blocage des salaires et d'étayer les appels à « l'effort — atteint des records !

Libéralisme oblige, la droite voudrait se revendiquer d'un certain consensus social : Giscard rêve de rassembler deux Français sur trois et Chirac de triompher de la cohabitation. Mais que voit-on ? La grossière mainmise du RPR sur les grands médias, le court-circuitage systématique du Parlement, au grand dam du Conseil constitutionnel, l'épouvantail du rouge complet comme seul bagage théorique pour

expliquer les mouvements sociaux, le rappel de la cohorte des boutiquiers de la réaction, déguisés en « usagers », pour disputer la rue aux travailleurs... Bref, il a suffi d'un souffle de jeunesse dans la lutte des classes pour que le néo-libéralisme prenne des airs de momie !

En fait, sous le pragmatisme de bon ton, est réapparu le visage lépreux de la vieille idéologie réactionnaire : l'inégalitarisme, la racisme, l'autoritarisme... Celle d'une classe dirigeante qui n'a d'autre projet social que de s'accrocher à ses privilèges. Derrière les faux modernes, on redécouvre les vrais réactionnaires.

Ainsi, la brutale décrépitude du chiraquisme ne peut s'expliquer, au-delà des erreurs politiques qui furent les siennes, que par un phénomène plus profond : le début de crise ouverte du néo-libéralisme. Situation qui est le fruit d'une triple conjonction : le déclin du modèle Reagan en sa citadelle américaine, l'accumulation et l'aggravation des problèmes économiques, l'usure foudroyante de l'équipe gouvernementale confrontée à la reprise des luttes.

Pas de médecines douces

La cohabitation, malgré ses pièges et ses crocs-en-jambe, repose sur un vrai consensus : la volonté de tout faire pour empêcher une crise politique ouverte. Partition qui nécessite de nombreux officiants. D'abord, les premiers rôles. Mitterrand qui, à chaque moment chaud, pose les garde-fous : défense de la « cohésion nationale », respect de la politique salariale... Et Chirac qui, bon gré mal gré, doit laisser le premier présider. Mais aussi les seconds rôles. Barre, le tortueux, qui ne peut « jouer contre son camp ». Le PS, qui n'a rien d'autre à reprocher au gouvernement que son peu de talent en dialogue social. Et même le PCF, à sa façon, qui se met à l'abri du « glissement à droite de la société » pour convaincre qu'il n'y a pas d'issue politique.

Lorsqu'on prend la mesure de ce formidable dispositif étouffoir, le soulèvement de la jeunesse et la vague de grèves méritent qu'on s'extasie. Le thème du « *spontanéisme social* », dénoncé par un chœur effarouché qui va du CNPF au PS, et qui, aux extrêmes, ne laisse indifférent ni Le Pen ni Marchais, évoque quelque chose d'essentiel : une révolte à la recherche d'une expression politique, un combat qui mûrit son projet et ses formes d'organisation. D'où l'impact du mouvement de la jeunesse qui, avec sa dynamique unitaire et démocratique, sa charge

d'aspiration à l'égalité et à la dignité, est entré en résonance avec des aspirations sociales profondes qui se cherchaient.

La régression sociale que veut imposer le néo-libéralisme est *intolérable*, avec son lot de chômage, d'humiliation, de racisme, d'autoritarisme... C'est pourquoi la bourgeoisie découvre qu'elle brûle ses cartouches et use ses équipes politiques à un rythme dangereusement accéléré. Et s'angoisse du décalage croissant entre la réalité sociale et ses expressions institutionnelles. D'où l'étonnante panique qui a saisi certains de ses porte-parole attitrés. Ce n'est pas seulement le *Figaro-magazine* qui a cédé à l'excès, en dénonçant le « *sida mental* » de la jeunesse, mais les *Echos* eux-mêmes, le très austère organe officieux du CNPF, n'a pas résisté à la vision des coordinations cheminotes et à quelques coupures de courant : ce fut la transe. Et Favilla d'éructer : « *Il est des périodes où la patrie est en danger. Et où ceux qui ne répondent pas à son appel sont des traîtres. Depuis dix bonnes années, la France est en danger*² ». S'ils croyaient Maire, les travailleurs devraient oublier la grève. Lorsqu'ils lisent Favilla, les patrons comprennent qu'il ne faut pas renoncer à la guerre civile !

Une telle irascibilité patronale n'est pas que bêtise. Elle révèle aussi du flair politique : le sentiment que quelque chose a bougé qui est décisif. Non seulement les jeunes et les travailleurs refusent la logique néo-libérale mais, malgré la montagne que représentent la politique des directions du mouvement ouvrier, le contentieux de l'Union de la gauche, les effets pervers de la cohabitation, la division et la crise des organisations syndicales, la remobilisation est enclenchée. L'escalade est entamée, et la détermination est grande de se donner les moyens de contrôler ses luttes.

Les fameuses *coordinations*, des étudiants, des cheminots, des instituteurs sont un signal d'alarme pour le patronat et les bureaucrates : le début d'une tendance à l'auto-organisation, qui va poser en termes différents les perspectives du combat de classe, du renouveau du syndicalisme, du projet socialiste. Leur inquiétude est légitime devant ce changement.

Cela porte un joli nom, cela s'appelle l'avenir.

Francis Sitel

1. *Le Monde*, 15 janvier 1987.

2. *Les Echos*, 7 janvier 1987.

La bataille du rail

Claude NEOUVIELLE

Le conflit qui vient de se terminer fera date dans l'histoire des « batailles du rail ». Après 1910, 1920, 1947, 1953, 1968, 1971, 1976, il y aura désormais décembre 1986-janvier 1987.

Cette grève n'a pas gagné sur les principales revendications à l'origine du conflit, elle a seulement permis de porter un coup d'arrêt à la politique d'individualisation salariale. Mais les cheminots ne rentrent pas abattus. Forts de leur unité et de leur solidarité, forgées par plus de trois semaines de lutte, ils ont repris le travail la tête haute. Ils restent vigilants, prêts à riposter aux tentatives de répression de la direction.

Le fait marquant de cette grève est l'ampleur des phénomènes de démocratie ouvrière et d'auto-organisation : du jamais vu dans la coopération ! Toutes choses qui méritent qu'on revienne sur ce conflit. Plusieurs questions peuvent être posées. Pourquoi, après de longues années de relative passivité sociale, une telle explosion et sous de telles formes ? Pourquoi, malgré sa force et son dynamisme, ce mouvement n'a-t-il pu remporter la victoire ? Quelles leçons politiques en tirer pour l'action des révolutionnaires ?

LES cheminots, s'ils ne connaissent pas (encore) la réalité des licenciements, ont néanmoins subi les effets de la crise économique. Le ralentissement de l'activité économique, la baisse du potentiel transportable ont entraîné une surcapacité de moyens de transport (estimée à 30 000 wagons et 25 % de camions). Du coup, on assiste à une exacerbation de la concurrence et à la recherche effrénée de gains de productivité pour conquérir le trafic.

La poudre

Dès les premiers signes de la crise dans les transports, le rapport Guillaumat, en 1978, avait mis en avant la nécessité de réduire la capacité de l'outil ferroviaire, d'assouplir la réglementation du transport routier, d'accroître la compétitivité de chaque mode de transport. L'objectif était de peser sur les coûts du transport afin de faciliter le dégagement de profits pour les gros utilisateurs.

Cette orientation, qui débouchait

sur une remise en cause des acquis sociaux des cheminots, s'est alors heurtée à une vive résistance, allant jusqu'à la grève générale du 7 mars 1979 appelée par toutes les fédérations syndicales.

L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 allait assurer un sursis et ouvrir une brève parenthèse de deux années dans l'application des projets de démantèlement. La politique de Fiterman a permis des réouvertures de lignes, des embauches, l'affirmation du droit au transport, une loi d'orientation des transports intérieurs... Mais elle se traduisait par un affaiblissement de la compétitivité de la SNCF sans que, parallèlement, soient prises des mesures de planification des transports. Elle allait se heurter à l'obstacle de la concurrence routière, comme la politique de « relance » de Mauroy avait buté sur le déficit du commerce extérieur.

En deux ans, le déficit de la SNCF se creusait encore et, l'heure du « réalisme économique » ayant sonné, la politique des transports n'échappait pas aux nouvelles règles en vigueur. Auroux ayant remplacé Fiterman, le contrat de

plan, signé en 1985, entre l'Etat et la SNCF, allait synthétiser cette nouvelle orientation.

L'objectif central de cette politique : le rétablissement de l'équilibre financier de l'entreprise nationale, à l'échéance du contrat, en 1989. Si les contributions financières de l'Etat sont réaffirmées, et même améliorées, elles sont loin d'égaliser les conditions de traitement par rapport à la route, notamment en matière de financement des infrastructures, puisque la SNCF, à la différence des transporteurs routiers, en finance l'essentiel.

En l'absence de mesures de limitation de la concurrence rail/route, la logique du marché ne pouvait qu'imposer sa loi. Comme on ne pouvait espérer une augmentation substantielle des recettes en marchandises (compte tenu de la baisse du potentiel transportable et de la sauvage concurrence) et en voyageurs (vu l'austérité salariale et le plafonnement de « l'effet » TGV sud-est), le redressement financier ne pouvait venir que de l'augmentation de la productivité. La baisse des effectifs, l'utilisation maximale du personnel et la réduction de capacité de l'outil ferroviaire : tels sont, dans cette logique, les moyens essentiels d'atteindre l'objectif fixé.

La direction n'allait pas se gêner pour établir des comptes simples. Face à un déficit annuel de 6 milliards de francs, sachant que le « coût » moyen annuel d'un cheminot est de 150 000 francs, si l'on se débarrasse de 40 000 cheminots, il est aisé de conclure que, toutes choses restant égales par ailleurs, le déficit est résorbé. Conclusion pratique : un rythme de suppression de 10 000 emplois par an en 1986, 1987, 1988, 1989. Avec l'aval du contrat de plan, qui prévoit l'adaptation des effectifs et leur répartition fonctionnelle et géographique aux besoins du trafic et aux nécessités de la productivité.

Par ailleurs, les capacités de transport excédentaires pesant sur les coûts, la direction, dans le cadre d'une réorganisation de l'acheminement des wagons de marchandises (projet ETNA), s'oriente vers une contraction de l'outil ferroviaire (réduction du nombre des triages et des dépôts). Politique qui va accentuer la « désertification » économique des régions reculées.

Enfin, le contrat de plan était surtout fort prolixe en matière sociale et traçait à la direction de la SNCF toute une série d'orientations :

- simplification et décloisonnement des filières d'emplois en prévision d'une mobilité et d'une polyvalence accrue du personnel ;

- recours marqué au critère du mérite dans le déroulement de carrière ;

- formation ayant pour but l'amélioration de la mobilité tant géographique que fonctionnelle ;

- recherche d'une plus grande flexibilité concernant la réglementation du travail applicable à certains personnels ou dans certaines zones.

Le contrat de plan concrétisait donc l'introduction à la SNCF de la flexibilité pour les cheminots et un avenir pour l'entreprise marqué du sceau du libéralisme économique. Une de ses traductions les plus spectaculaires fut la nouvelle grille des salaires. Faut-il y voir la raison, tout au long de la grève, de la si grande discrétion des promoteurs de ce contrat de plan ?

Et la mèche

C'est dans ce contexte, qui voyait direction et gouvernement s'efforcer d'adapter la SNCF à la nouvelle donne économique née de la crise, que les cheminots ont subi ces dernières années le poids de l'austérité. La baisse des effectifs a été massive (- 50 000 en dix ans). Elle s'est accentuée l'année passée (- 10 000), affectant les conditions de travail et la qualité du service. L'initiative de la direction de ressortir un décret remontant à 1954, pour organiser les départs volontaires avec prime, a suscité l'inquiétude.

Les salaires bloqués depuis dix-huit mois enregistraient une perte de pouvoir d'achat d'autant plus inacceptable que 50 % des cheminots gagnent moins de 6 500 francs net imposable par mois (inclu un douzième de prime de fin d'année).

La baisse massive de la formation professionnelle, de l'intérêt au travail, du déroulement de carrière obscurcissait de plus en plus l'avenir professionnel. Il faut noter que les jeunes étaient particulièrement sensibles à ce phénomène, au point que, dans leur majorité, les 1 500 départs volontaires en 1986 avaient moins de quinze ans d'ancienneté.

A cela s'ajoutaient les rancœurs accumulées. En effet, les agents de conduite rumaient depuis longtemps leur insatisfaction devant les tentatives de déqualification de leur métier et les blocages répétés concernant la refonte du PS4 (réglementation du travail). D'où la force de leurs revendications sur le déroulement de carrière et les conditions de travail. Les dernières luttes avaient également laissé des traces : application des trente-cinq heures aux roulants et postés en 1984, compensation de l'astreinte en 1985, indemnité de saisie en 1986.

Les restrictions budgétaires de plus en plus rigoureuses ne permettaient plus

de satisfaire facilement les petites revendications locales et rendaient plus difficiles les pratiques paternalistes dans certains secteurs (l'équipement par exemple). Cette situation s'est encore aggravée par le renouvellement de l'encadrement. Les anciens chefs d'établissement, ayant déroulé toute leur carrière au sein de l'entreprise, possédaient une réelle connaissance des problèmes concrets et savaient « donner du mou ». Les « jeunes turcs » qui les ont remplacés, animés d'une stricte volonté gestionnaire, n'ont pas cette perception de l'accumulation des petits mécontentements locaux et restent insensibles à la cote d'alerte.

Cette dégradation des relations sociales s'étend jusqu'au sommet de la hiérarchie où règne une direction aristocratique et autocratique. Liée au RPR, elle a une compréhension de la jeunesse cheminote à peu près aussi fine que celle de Pasqua par rapport aux étudiants. Et, là encore, les objectifs d'équilibre financier du contrat de plan, combinés aux sévères directives salariales du gouvernement, ne donnaient aucun « grain à moudre » au dialogue social.

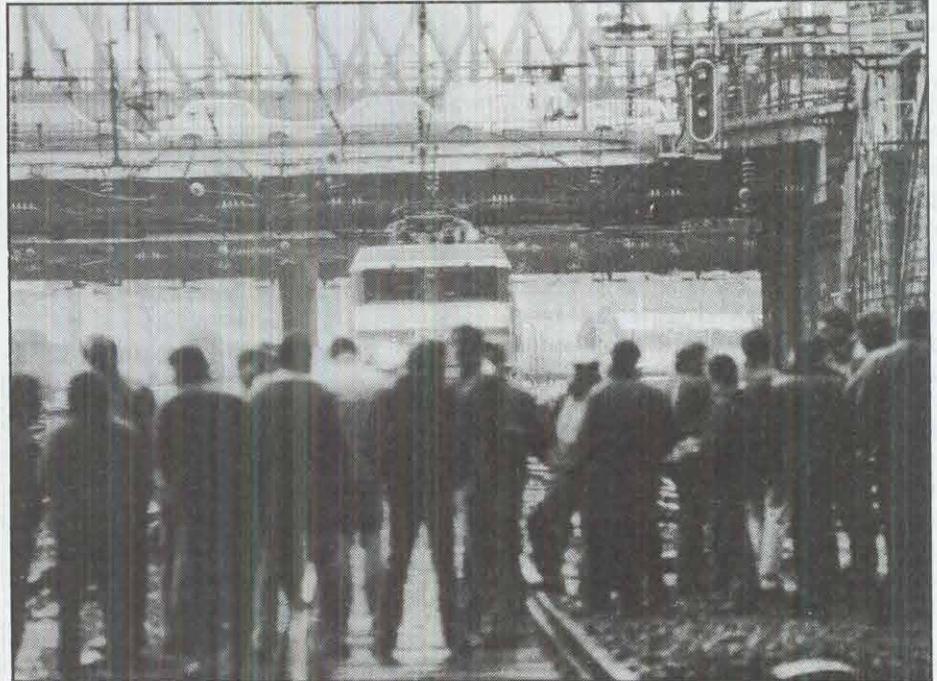
Confrontée aux nouveaux enjeux pour l'avenir de la SNCF, cette même direction, qui avait appliqué le rapport Guillaumat, avant de servir la politique de gauche sous Fiterman et Auroux, avait perdu beaucoup de sa crédibilité. Ses appels à l'effort pour relever le défi de la concurrence avaient pu, dans l'atmosphère anesthésiante du discours social-démocrate, rencontrer quelque écho, plus particulièrement auprès de la maîtrise et des cadres. Ils avaient beaucoup perdu de leur pouvoir de conviction au fur et à mesure que l'exacerbation de la concurrence entre la route et le rail révélait ses effets réels : baisse du prix du transport marchandises, au plus grand profit des utilisateurs, et dégradation des conditions sociales des travailleurs.

L'état d'esprit du directeur général, Dupuy, dans son approche générale des problèmes sociaux, est bien éclairé par les consignes qu'il donnait en mars 1986 lors d'une réunion des médecins d'établissement SNCF : « Prendre conscience de la situation de l'entreprise, c'est pour vous, mesdames et messieurs les médecins, prendre conscience que nous ne pouvons garder dans l'entreprise que des agents qui soient capables de participer à la production d'une manière significative. » La médecine était ainsi appelée à la rescousse pour contribuer à la baisse des effectifs ! Et, pour ceux qui conserveraient quelques scrupules déontologiques, il précisait : « Je vous demande d'y parvenir car il y va de l'intérêt de la maison et il va de votre propre intérêt. »

Les déclarations du ministre des Transports, Douffiagues, au mois d'août 1987, peu après ses démêlés avec les travailleurs d'Air-France et de la RATP, ont jeté de l'huile sur le feu. Elles s'inspiraient d'un rapport sur « Les transports en 1986. Analyse des forces et faiblesses », établi par Guy Salmon Legagneur, président du conseil national des transports. Ce rapport, demandé par le premier ministre, est un véritable hymne libéral pour les transports, digne successeur du célèbre rapport Guillaumat. Il affirme la nécessité d'une rentabilité financière immédiate,

sur le revenu, amnistie fiscale pour les capitaux rapatriés de l'étranger, relèvement des tarifs médicaux, subventions aux agriculteurs, libération des prix et des loyers, etc. Bref, pas d'enrobage à la politique d'austérité imposée aux travailleurs, comme ce pouvait être le cas avec les gouvernements précédents, mais la lumière crue d'une politique de classe. Le retour de la droite au pouvoir et la brutalité de sa politique ont contribué à sortir les cheminots de la torpeur dans laquelle les avaient plongés cinq ans de gouvernement de gauche.

Enfin, le mouvement étudiant a



Gare du Nord, paralysie complète.

au détriment des missions de service public. Il valorise l'entreprise privée et trace la perspective de la privatisation de certaines activités de la SNCF. Il remet en cause les statuts des travailleurs, dénoncés comme autant d'obstacles à l'efficacité économique, et vante la flexibilité de tous les aspects du contrat de travail.

Ce type de déclaration a éclaté comme un coup de tonnerre et joué un rôle de révélateur par rapport aux objectifs réellement poursuivis en ce qui concerne l'avenir de la SNCF. Ce qui a contraint les fédérations syndicales à publier un communiqué commun de dénonciation — ce qui constituait la première réaction unitaire depuis longtemps — et a relancé le débat au sein de l'entreprise.

Le cynisme de la politique gouvernementale a développé un sentiment d'injustice. Le discours sur la priorité aux plus défavorisés ne passe pas quand la réalité a pour nom : suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, baisse des tranches les plus élevées de l'impôt

tracé la voie de la résistance à la politique libérale. Venant après des années de passivité sociale, il faisait la démonstration que l'action de masse, unitaire et démocratique, peut assurer la victoire.

La dynamique de la grève

La poudre accumulée, la mèche en place, le feu couvait. Déjà, le 30 mai 1986, puis le 30 septembre, et surtout le 21 octobre, les cheminots s'étaient mobilisés massivement. Signe avant-coureur du climat au sein de l'entreprise : l'action des agents de la réservation. Démarrée le 8 décembre à l'initiative d'un collectif de syndiqués et de non-syndiqués de la gare Saint-Lazare, avec le soutien de la section CFDT, cette grève s'était rapidement étendue en région parisienne, puis à l'échelle nationale. Il s'agit d'un personnel jeune, ayant souvent le niveau du baccalauréat, que la direction avait flatté pendant des années (la force de l'entreprise repose

sur la force de vente) avant de la remercier en lui supprimant l'indemnité de saisie pour travail sur terminal. Il allait reprendre les méthodes mises en avant par le mouvement étudiant : rôle des assemblées générales, mise en place de collectifs, coordination téléphonique inter-gares par les agents eux-mêmes, originalité de l'action (poursuite de la vente des billets, mais refus d'effectuer les réservations)...

La CFDT soutenait le mouvement et le coordonnait. La CGT y participait, mal à l'aise devant ces formes d'organisation, ne s'étant pas encore adaptée à la souveraineté des assemblées générales.

En pleine période de grandes réservations, à la veille des départs pour les fêtes de fin d'année et les vacances de février, cette action allait créer un bel émoi dans les rangs de la direction générale, hésitant à réprimer sa force de vente et finissant par reculer partiellement au bout de deux semaines.

C'est à ce moment-là, le 18 décembre, que démarrait la grève des agents de conduite à Paris-Nord, impulsée par un collectif de syndiqués et de non-syndiqués, avec un préavis de grève déposé par l'UPR-CFDT. Très vite, le mouvement s'étendait à l'ensemble des dépôts, puis aux agents de trains et aux sédentaires. La CFDT joue l'extension, la FGAAC accompagne le mouvement, les trois premiers jours le CGT freine en de nombreux endroits.

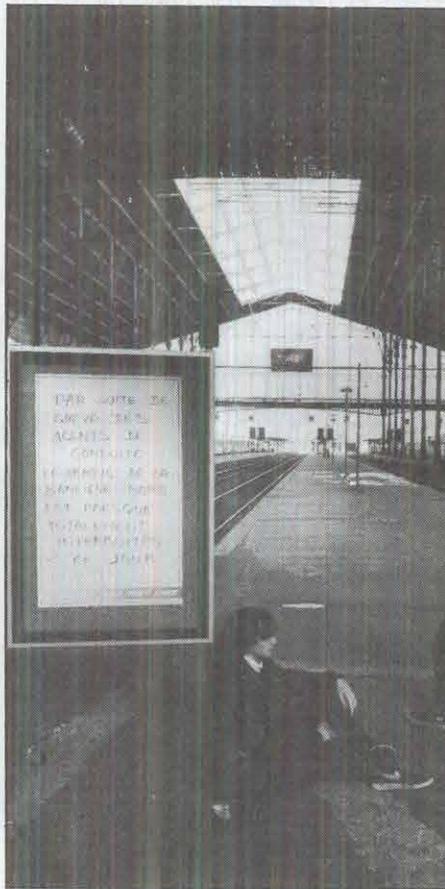
L'élément nouveau de cette grève est l'ampleur qu'a prise la démocratie ouvrière dans la gestion du conflit. Les assemblées générales ont été particulièrement actives, les discussions animées, ne se limitant pas à l'expression des responsables syndicaux. Des structures d'animation de la lutte et des débats ont été mises en place à une échelle inconnue jusqu'alors : comités de grève élus et révocables, bureau de l'AG, intersyndicale élargie à des non-syndiqués...

Enfin, phénomène supérieur d'auto-organisation, plusieurs coordinations régionales et deux coordinations nationales se sont mises en place. L'une, agents de conduite, initiée par Paris-Nord et Sotteville, forte de la massivité et de l'homogénéité de la grève dans cette catégorie, reliant près d'une quarantaine de dépôts sur 94, et ayant établi des contacts avec plusieurs autres. L'autre, intercatégories, à l'initiative de Paris Sud-Ouest, regroupant une vingtaine de comités de grève mais dont la moitié seulement étaient réellement représentatifs.

Les assemblées générales et les structures d'animation qu'elles se sont données ont été vécues comme le meilleur moyen d'imposer l'unité, de dépasser la division persistante des

organisations syndicales, de faire taire les polémiques incessantes. Cette aspiration à l'unité s'était déjà manifestée par la participation aux journées d'action : faible dès lors qu'elles n'étaient pas unitaires, forte quand elles l'étaient.

Le bilan des luttes passées incitait les cheminots à se doter des moyens de décision pour l'action, le contrôle des négociations et des organisations syndi-



Une grève presque totale...

cales, de coordination et de circulation des informations pour éviter les manœuvres et fausses rumeurs visant à « forcer » la reprise du travail comme ce fut le cas en 1971 et 1976.

Les précédentes luttes sectorielles (trente-cinq heures et astreinte) avaient commencé à avancer partiellement dans la voie de l'auto-organisation et de la coordination. Les insuffisances en ce sens avaient été une cause de l'éparpillement et de l'échec. Mais la leçon n'avait pas été perdue. La grève a également été active, des initiatives multiples étant prises pour renforcer son impact : blocage des trains, occupation des postes, information des usagers, manifestations.

Les jeunes, massivement entrés à la SNCF depuis 1975, en remplacement de la génération embauchée à la Libération, ont constitué l'aile marchante de la grève. Souvent non syndiqués, n'ayant pas vécu la plupart des échecs des luttes précédentes, d'un niveau culturel voisin du baccalauréat dans plusieurs secteurs,

sensibles à l'exemple du mouvement étudiant, par communauté d'âge et de préoccupations, ainsi que par les contacts physiques noués avec lui, ils étaient de ceux qui n'entendaient pas s'en laisser compter par les responsables syndicaux. Ils refusaient une confiance aveugle et passive, contestaient la délégation de pouvoir, entendaient réfléchir, agir, s'organiser par eux-mêmes.

Ils ont été aidés dans cette volonté par des militants issus de la période 1968-1975, tirant leur formation des luttes d'alors (Mai 68, Joint français, Lip, PTT en 1974, etc.). Ces militants, entrés à la SNCF il y a une quinzaine d'années, expérimentés, reconnus, syndiqués ou non syndiqués, parfois oppositionnels dans la CGT ou responsables CFDT, parfois militants ou anciens militants d'extrême gauche, ont joué un grand rôle pour l'animation et l'auto-organisation de la grève dans de nombreuses régions.

L'ampleur de la démocratie ouvrière a aussi été permise par la désyndicalisation qui a affaibli les capacités de contrôle et d'encadrement des travailleurs par les directions syndicales. Ce phénomène a été amplifié par la modification des rapports de forces entre organisations syndicales, aux dépens de la CGT (la seule organisation qui avait de réelles capacités d'encadrement et dont la représentativité est tombée de 1972 à aujourd'hui de 66 à 50 %) et au bénéfice notamment de la CFDT (qui passe dans la même période de 21 à 26 %, voire davantage dans certaines régions). Il ne faut pas oublier non plus la place et le rôle de la gauche syndicale CFDT dans cette dynamique.

De plus, l'institutionnalisation croissante de l'action syndicale à la SNCF, avec la mise en place des CE, CHS-CT, avait affaibli les liens de nombreux délégués avec les travailleurs, renforcé la délégation de pouvoir, rendu plus opaques les lieux de la négociation.

L'exemple récent du mouvement étudiant, s'ajoutant à tous ces éléments, allait donner le coup de pouce supplémentaire pour que les cheminots franchissent un pas en avant considérable dans la prise en main de leur lutte.

La force de cette aspiration à la démocratie ouvrière a été telle que toutes les directions syndicales ont dû en tenir compte. La CGT a mis en sourdine la priorité qu'elle donnait traditionnellement à la démocratie syndicale pour s'adapter à la souveraineté des assemblées générales. Les limites de cette évolution sont indiquées par la violente dénonciation par Krasucki des comités de grève et des coordinations. La CFDT a joué le jeu des assemblées générales, mais des attitudes différentes

sont apparues face aux comités de grève. L'intervention de Maire est venue prendre à contrepied les conceptions et la pratique de la grande majorité des équipes syndicales CFDT dans les assemblées générales, provoquant une réaction publique de plusieurs unions professionnelles régionales et de syndicats.

La grève n'a pas permis d'obtenir satisfaction à la hauteur de la mobilisation engagée, mais les directives gouvernementales en matière salariale ont été ébranlées (léger dépassement de la barre des 3 % d'augmentation de la masse salariale sans contrepartie de productivité), la stratégie de la direction en matière d'individualisation salariale a été mise à mal (retrait de la grille initialement proposée), ses velléités prévisibles sur la flexibilité vont être rendues difficiles par la force des revendications sur les conditions de travail.

Les raisons de l'échec

Il faut tout d'abord noter que la grève n'a pas été totale. Si pour les agents de conduite la participation a été massive et homogène dans tout le pays, la situation fut plus inégale pour les sédentaires. Cela est dû en partie au sentiment, amplifié par l'écho qu'en donnaient les médias, qu'il s'agissait d'une grève des agents de conduite, dont les principales revendications portaient sur la grille et le déroulement de carrière et, d'autre part, sur les conditions de travail. Alors que les préoccupations des sédentaires étaient plus diversifiées ne se focalisant sur le pouvoir d'achat qu'au bout de plusieurs jours, notamment à partir des négociations salariales.

On a eu ainsi des priorités revendicatives différentes, facilitant les manœuvres et négociations à contretemps de la direction. L'unité des deux mouvements n'a pas pu se matérialiser sous forme d'assemblées générales communes mêlant roulants et sédentaires. Même s'il n'y avait pas de rejet des sédentaires par les roulants, ces derniers ont manifesté la volonté de rester vigilants sur leurs revendications propres.

Cette situation a été amplifiée par le fait qu'aucune fédération syndicale n'a lancé d'appel à la grève générale de la SNCF ; appel qui, sur la base d'une plate-forme revendicative commune, aurait été susceptible de rallier les hésitants, d'étendre la grève à tous les secteurs dans toutes les régions, d'amplifier la participation des sédentaires à l'action. A cela s'est ajoutée la persistance de la division syndicale qui, tout au long de la grève, s'est traduite par l'absence de toute réunion intersyndicale et

l'inexistence d'une plate-forme revendicative commune face à la direction. Les manifestations séparées (CGT d'un côté, coordinations et CFDT de l'autre) introduisaient dans le mouvement une division qui a désorienté les cheminots et affaibli les possibilités d'expression de la solidarité des travailleurs des autres entreprises.

Il faut également noter que la solidarité autour de la grève des cheminots a été trop tardive et ne s'est pas suffisamment manifestée par des actes concrets. Incontestablement des réflexes ont été perdus, ce qui ne peut s'expliquer uniquement par le contexte des fêtes, pour construire une solidarité agissante autour d'une catégorie de travailleurs engagés dans une épreuve de force.

De même, par rapport aux usagers-travailleurs, on s'est largement contenté de leur neutralité, ou au mieux de leur sympathie bienveillante, mais aucune initiative réellement de masse n'a été développée pour leur faire exprimer concrètement leur exigence de voir s'ouvrir des négociations sérieuses sur les revendications et leur refus des mesures libérales contre le service public.

La grève au moment des fêtes : pour de nombreux cheminots c'était une perspective quasiment mythique, le moyen infaillible de mettre la direction à genou en quelques jours. La démonstration est faite qu'il n'en était rien et qu'au contraire, dans ce contexte, l'impact économique de la grève fut limité. La SNCF n'assure plus aujourd'hui que 36 % du trafic marchandise, la capacité de blocage d'une grève des cheminots est moindre que par le passé, *a fortiori* lorsque les entreprises tournent au ralenti et peuvent vivre sur leurs stocks. Il est d'ailleurs significatif que le CNPF n'a commencé à s'émouvoir que lors de la dernière semaine de grève, alors que l'essoufflement gagnait les grévistes.

L'extension de l'action au-delà des cheminots était nécessaire pour espérer faire sauter le blocage gouvernemental sur les salaires. La mobilisation la rendait-elle possible dans tous les secteurs de la fonction publique et du secteur nationalisé ? Sans doute pas surtout. Encore aurait-il fallu qu'il s'agisse d'une réelle extension, à partir des revendications concrètes de chaque secteur, dans un minimum de cadre unitaire, au moins à la base, pour qu'elle ait quelque chance de créer une véritable dynamique, entraînant les plus hésitants, dans le sens d'une grève générale du secteur public. Telle ne fut pas la démarche mise en œuvre par la CGT : une globalisation presse-bouton, que doublait la récupération politicienne du PCF. Telle ne fut pas non plus celle de la confédé-

ration CFDT qui refusait l'idée même d'extension.

Cela a eu pour effet de semer le trouble chez certains cheminots (notamment les agents de conduite) qui craignaient de voir leurs revendications noyées et de limiter l'extension à une journée d'action sans lendemain, qui a plus joué un rôle de démobilisation que de tremplin pour un rapport de forces supérieur. Cela n'a pas permis, mis à part l'EDF (le cas de la RATP est plus spécifique, compte tenu du poids des autonomes), de déboucher sur un puissant mouvement, de nombreux secteurs hésitant à s'engager dans une bataille qu'ils pressentaient particulièrement dure au vu de l'exemple de la lutte des cheminots.

Enfin, cette globalisation, conçue comme un enjeu dans la concurrence intersyndicale, a favorisé, avec l'impact particulier des coupures de courant, la contre-offensive de la droite qui dénonçait la politisation des grèves et organisait des manifestations d'« usagers ». Il ne faut d'ailleurs pas dramatiser l'ampleur de cette contre-offensive, dont l'écho fut considérablement amplifié

par les médias repris en main : ces manifestations, socialement bien typées, étaient loin de constituer le prélude d'un nouveau 30 mai 1968.

Il faut également souligner la lamentable intervention d'Edmond Maire, sonnante la retraite dans la débandade, dès le premier francement de sourcil du premier Toubon venu. Si une telle intervention ne modifiait pas l'issue de la grève SNCF qui, de toute façon, s'achevait, il n'en fut pas de même pour l'EDF et la RATP encore en phase ascendante. En tout état de cause, ce brillant numéro n'a pas amélioré l'image de marque du syndicalisme, notamment par rapport aux jeunes. Enfin, dans le recensement des causes de l'échec, il convient de souligner la nécessité pour le gouvernement de prendre sa revanche après le recul devant le mouvement jeune. D'où une intransigeance qui ne s'est pas limitée aux questions salariales, mais s'est étendue aux revendications qui n'ébranlaient en rien sa politique économique.

Après le mouvement étudiant, les grèves de la SNCF et du secteur public ont marqué profondément la situation

politique et sociale. Elles dessinent des enseignements importants pour l'action.

Quelques leçons politiques

◇ Les revendications catégorielles ou sectorielles ont occupé une place décisive dans le démarrage de la grève des agents de conduite (refus de la grille et déroulement de carrière, amélioration des conditions de travail). Ces revendications sont apparues « atteignables » et contrôlables et, de ce fait, ont ancré le caractère unitaire et de masse du mouvement. Les revendications plus globales, notamment celles heurtant de front les directives salariales du gouvernement, impliquent un niveau d'affrontement qui a fait hésiter de nombreux secteurs. La combinaison des revendications plus globales, les explications sur le niveau du rapport de forces nécessaire dans la situation face au gouvernement, sont nécessaires à la construction d'un mouvement d'envergure.

GRILLÉS !

La grève SNCF a porté un coup de projecteur sur l'introduction du critère du mérite dans les grilles des salaires. L'enjeu est de taille. Philippe Seguin a publié dans *le Monde* du 23 janvier un article-programme, intitulé « *Pour une relance de la politique contractuelle* » (*sic*), dans lequel il s'efforce de définir les grands axes de la politique sociale du gouvernement. Parmi eux, l'individualisation des salaires : « *Compte tenu de la nécessaire rigueur de l'évolution de la masse salariale, on ne peut qu'observer avec satisfaction le développement dans les entreprises des primes d'intéressement des salariés à la productivité ou à des objectifs définis dans le cadre de la négociation (production, vente, etc.)*. »

Il s'agit tout d'abord d'accompagner la pression à la baisse des salaires. L'individualisation, par le biais de primes ou par l'accentuation du critère du « mérite », vise à mieux faire « avaler la pilule » en divisant les travailleurs et en masquant la réalité des salaires des uns et des autres. A l'exemple de ce qui se fait systématiquement pour les cadres. En outre, à plus long terme, c'est un moyen de désagréger les cadres contractuels fixant le prix de la force de travail. Ceux-ci, qui ne peuvent s'appuyer que sur des critères objectifs, (plus ou moins bien) définis, de qualification, d'ancienneté, de temps de travail, de tâches, etc. introduisent une relative transparence en matière de salaires, qui permet aux tra-

vailleurs de suivre leur évolution et assure la possibilité de réactions collectives.

Des acquis sociaux comme les statuts du secteur public, l'établissement d'un salaire minimum garanti, la mensualisation des salaires, la couverture sociale en cas d'accident ou de maladie, les allocations chômage... témoignent que le progrès social appelle une disjonction croissante entre revenus assurés et travail accompli. C'est cette profonde tendance progressiste que le libéralisme s'est donné pour objectif d'inverser, en attaquant tous ces acquis et en bataillant pour réhabiliter la notion de mérite individuel. Il ne s'agit pas de revenir au salaire aux pièces — bien difficile compte tenu de ce qu'est la production moderne ! —, mais d'accroître la part du salaire échappant aux critères contractuels : primes à la tête du client, bonus aux plus « performants », intéressement à la « marche de l'entreprise », bons points récompensant la productivité, l'assiduité, la ponctualité, la qualité du travail... Bref, restaurer l'esprit de compétition, sinon la flagornerie, que nos experts estiment être de meilleurs stimulants que la conscience professionnelle, la responsabilité individuelle et collective, le civisme et la solidarité. En fait, il s'agit surtout de briser la solidarité et la conscience collective des travailleurs.

Comme au plus beau temps du taylorisme, lorsqu'il a fallu imposer les ca-

dences, le capital est décidé à ne pas lésiner sur les moyens. Cette fois l'habillage pseudo-scientifique s'appelle « *méthode Hay* » ou « *méthode Bocquillon* », censées établir des « *critères objectifs* » d'évaluation individuelle.

Pierre Drouin, dans *le Monde* du 28-29 décembre 1986, chaussant les grosses bottes, préfère l'éloge de « *la croix du mérite* » dont, forte tradition napoléonienne, on a longtemps osé affubler les enfants bons élèves ! « *Il y a cinquante ans*, écrit-il, *dans de nombreux établissements, après lecture des places de la composition de la semaine, l'élève qui l'emportait montait sur l'estrade pour se faire épingler par le professeur la "croix du mérite". Il descendait, un peu rouge de confusion. Que pensaient ses camarades ? C'était selon : "Le veinard !" ou bien "Encore lui !", ou alors "Je tâcherai de l'avoir la prochaine fois"... L'émulation n'est pas qu'une affaire de mômes. Le "zero default" n'est pas une notion japonaise. Le travail bien fait a toujours fait vibrer la corde sensible des ouvriers français. Pourquoi ne pas mieux le récompenser ?* »

On ne saurait plus sottement illustrer en quoi l'individualisation des salaires est un concentré de néo-libéralisme, avec son mépris des travailleurs et sa dynamique de régression sociale.

Merci les cheminots !

F. S.

◇ L'auto-organisation (assemblées générales, comités de grève, délégués élus, démocratie ouvrière) joue un rôle décisif comme moyen de réaliser l'unité des travailleurs, ainsi que l'unité de ceux-ci et de leurs organisations, c'est un point d'appui pour exiger l'unité des fédérations et confédérations. Cette conception s'oppose à la pratique de Lutte ouvrière, pour qui les comités de grève sont plus des cadres d'organisation d'une frange radicale du mouvement que des structures de combat unitaire de l'ensemble des travailleurs. Sans parler de la politique du PCI qui s'est opposé aux coordinations au nom de l'appel à l'unité des directions syndicales.

◇ Cette grève nourrit la réflexion et fournit des éléments à tous ceux qui agissent pour un renouveau, de lutte, unitaire, et démocratique, du mouvement syndical. Après avoir dû accepter l'unité et la démocratie des assemblées générales souveraines, les dirigeants de la CGT auront plus de mal à justifier leur politique d'isolement sectaire. Après avoir été confrontés à un puissant mouvement de lutte, les dirigeants de la CFDT auront plus de mal à vanter les vertus de la « coopération conflictuelle » et du « syndicalisme de régulation », opposés au caractère « ringard » de la grève. Cette formidable aspiration des travailleurs à l'unité et à la démocratie doit régénérer les pratiques militantes : là est une des réponses à la crise du syndicalisme. Elle doit aussi se traduire par le maintien des liens qui ont été tissés entre les éléments les plus actifs de la lutte, pour maintenir les acquis de celle-ci.

◇ Comme le mouvement étudiant, la grève des cheminots fut antipoliticienne, rejetant les récupérations d'où qu'elles viennent. Mais elle n'était pas

apolitique. Le rejet de la grille des salaires, de la concurrence des travailleurs entre eux, de la sélection, de l'exclusion ont témoigné de profondes aspirations égalitaires et démocratiques qui s'opposent, consciemment ou non, à l'idéologie libérale. Dans le domaine des transports, l'orientation libérale d'exacerbation de la concurrence au détriment du service public est porteuse de graves dégâts sociaux pour l'emploi des travailleurs, pour leurs conditions sociales, pour la sécurité des circulations, pour la consommation énergétique, pour la protection de l'environnement. Il appartient aux révolutionnaires de prendre appui sur ces aspirations égalitaires et démocratiques, sur les dégâts et contradictions de la concurrence, pour formuler le programme d'une alternative anticapitaliste, démocratique et autogestionnaire.

Cette première vague de luttes a constitué un tournant dans la situation, mais elle n'efface pas pour autant toutes les divisions, différenciations et difficultés qui, au sein de la classe ouvrière, sont le produit de ces dix dernières années. D'où les problèmes d'articulation entre revendications catégorielles et revendications d'ensemble, des rapports entre les franges combattives prêtes à l'action et la masse des travailleurs qui hésitent face aux enjeux posés, des différences profondes entre le secteur public et le privé pressionné par le chômage, des ravages de la division syndicale. Reste que, après des années d'anesthésie, la question de la lutte peut être posée aujourd'hui dans de meilleures conditions pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Claude Néouville



7 janvier 1987, 21^e jour de grève.
Manifestation organisée par la coordination.

La LCR, LO et l'auto-organisation

François OLLIVIER

La grève des cheminots a été marquée par un important mouvement d'auto-organisation, symbolisé par la mise en place de « coordinations », à l'image de ce qu'avaient fait les étudiants. Les militants révolutionnaires, en particulier ceux de Lutte ouvrière et de la LCR, ont été partie prenante de ce mouvement et souvent reconnus comme certains de leurs animateurs les plus actifs. Il n'y a guère que le *Figaro-Magazine* et quelques bureaucrates syndicaux pour feindre de s'en étonner. Dès lors qu'il est question de lutte, d'unité et de démocratie ouvrières, on comprendrait mal qu'il en fut autrement. Et le *Monde* a bien raison d'expliquer : « Il est tout à fait naturel — le contraire serait bien étonnant — que des militants politiques formés à cet exercice et évoluant comme des poissons dans l'eau au moment d'un conflit se retrouvent à la pointe du mouvement. » C'est bien notre raison d'être et notre honneur qu'il en soit ainsi.

Reste, et la presse l'a aussi souligné, qu'à cette occasion des divergences importantes sont apparues entre LO et la LCR, concrétisées par des pratiques différentes entre nos camarades et ceux de Lutte ouvrière. Compte tenu des rapports qui existent entre révolutionnaires, et plus encore de l'impératif souci de démocratie dans ce que doivent être les relations entre les organisations politiques et l'ensemble des travailleurs, il est souhaitable que le débat ait lieu publiquement sur ces désaccords. Et il est sain qu'une réflexion collective soit engagée pour approfondir les leçons des dernières grèves, afin d'aider au développement des luttes futures.

LES camarades de LO sont souvent enclins à se présenter comme les champions de l'auto-organisation, n'hésitant pas à opposer leur intransigeance en ce domaine à ce que seraient, selon eux, nos propres réticences, expression de graves « déviations syndicalistes »... Jusqu'à présent, sur cette même question de l'auto-organisation, nous n'avions pu confronter nos pratiques respectives que dans le cadre d'expériences partielles et lors du mouvement étudiant et lycéen. Ce furent toutefois, même limitées, des occasions de souligner les risques de sectarisation et de minorisation de l'approche développée par LO.

Avec la grève des cheminots nous avons pour la première fois, grandeur nature, une véritable expérience ouvrière d'auto-organisation. D'où l'importance décisive de cette expérience. Or, force est de constater, même si c'est avec regret, que nos craintes concernant les conceptions des camarades de LO se sont confirmées et aggravées.

Il convient tout d'abord de souligner comment s'est développée la lutte des cheminots, les phases de leur mouvement d'organisation. La grève des agents de conduite (ADC) est d'abord née en réaction au projet de la direction d'imposer une nouvelle grille des salaires renforçant le critère de « mérite », pour imposer le retrait de celle-ci, et d'un puissant « ras-le-bol » des conditions de travail dégradantes. La corporation des ADC, riche de nombreuses, et souvent décevantes, grèves antérieures, forte de son esprit de corps, consciente de ses responsabilités, s'est montrée particulièrement sensible à l'exemple étudiant. Très vite, les ADC se sont organisés en assemblées générales, ont mis sur pied des comités de grève. En fait, derrière ces formes relativement traditionnelles de lutte, c'est une puissante poussée d'auto-organisation qui émergeait. Face à une direction qu'on savait peu ouverte au dialogue, et confrontés à des directions syndicales dont ils connaissaient par cœur les malices, les

roulants s'appuyaient à leur solide « corporatisme » pour y puiser une impressionnante capacité de prise en main et de contrôle de leur lutte.

Deux grèves en une

Leur mouvement ne pouvait que faire tâche d'huile parmi l'ensemble des cheminots. Très vite la grève s'étendit à d'autres secteurs, mais, pour les « sédentaires », les inégalités demeurèrent tout au long du mouvement.

Par ailleurs, les dynamiques revendicatives étaient elles aussi différentes. Alors que les ADC luttaient d'abord sur la grille des salaires, leurs problèmes de promotion et les conditions de travail, les questions salariales ne venant qu'en dernier, celles-ci constituaient l'exigence première des autres catégories. La question des salaires pouvait constituer une base unifiante, mais celle-ci n'existait pas d'emblée. Au regard de l'unification du mouvement dans l'ensemble de la SNCF existaient donc des problèmes de différenciations de rythmes, d'inégalité de statut et de mobilisation, et donc des difficultés. Difficultés apparues dans les rapports entre roulants et sédentaires. Et ce, d'autant que les fédérations syndicales n'ont à aucun moment appelé à la grève générale de toute la SNCF. Un tel appel, unitaire, appuyé sur la mobilisation de toutes les catégories, aurait bien évidemment modifié la situation.

Ce qui explique qu'à l'heure des bilans il faut bien constater qu'il n'y a pas eu de grève unifiée de la SNCF. On a, en quelque sorte, assisté à deux grèves en une.

D'une coordination l'autre...

S'il était nécessaire de favoriser l'extension de la grève dans les autres secteurs, avec assemblées générales et mise sur pied de comités de grève — position défendue par la LCR qui, dès le 23 décembre, a mis en avant le mot d'ordre de « grève générale de la SNCF » —, l'organisation propre des ADC apparaissait comme une réalité incontournable. Ainsi le voulait la spécificité du mouvement des ADC, de ses formes d'organisation et de ses revendications. C'est dans ces conditions qu'est née la coordination nationale des agents de conduite qui, très rapidement, a témoigné d'une représentativité incontestable : trente-sept dépôts représentés et des contacts permanents avec l'immense majorité des dépôts. Ce qui traduisait l'existence de revendications propres aux ADC et le fait que ces derniers constituaient la force d'impulsion et le noyau dur de la grève.

Cette autonomie du mouvement des ADC était-elle contradictoire avec l'extension du mouvement à l'ensemble du personnel ? Nous ne le pensons pas. Encore fallait-il s'en donner les moyens et en prendre le temps. En construisant des comités de grève des diverses catégories, comme cela s'est fait à Rouen, en coordonnant les assemblées générales comme à Paris-Est, en

mettant en place, sur cette base, des coordinations intercatégorielles, d'abord à l'échelon régional, puis national. Bref, tout en respectant l'autonomie du mouvement des ADC, il fallait construire une réelle direction représentative de l'ensemble du personnel en lutte, sur la base d'une authentique auto-organisation des diverses catégories et de la centralisation de ces structures. Mouvement qui, loin d'opposer roulants et sédentaires, pouvait s'appuyer sur la grève des ADC pour construire la mobilisation de tout le personnel et, à partir de la coordination ADC, aller vers une coordination nationale de tous les secteurs.

Cela n'a pu se faire. Pour rendre compte de cette impossibilité, il faut souligner, outre les énormes responsabilités des fédérations syndicales, les inégalités dans les rythmes de mobilisation, les limites corporatistes du mouvement des ADC, la faiblesse des forces qui travaillaient en ce sens.

C'est sur ce point que sont apparues les divergences avec les camarades de LO qui furent loin d'inscrire leur action dans la perspective dessinée plus haut.

LO a d'emblée dénoncé comme « corporatiste » la coordination des ADC. Même si, plus tard, LO a présenté comme complémentaires les deux coordinations, sa politique initiale fut de « dépasser » la coordination ADC au profit d'une structure plus large, et d'opposer la coordination ADC à la « coordination intercatégorielle ». Ce qui amena ses militants à proclamer « coordination nationale » la coordination régionale de Paris-Austerlitz. Or, si la représentativité de cette dernière était réelle à l'échelle de la région Paris-Sud-Ouest, elle était infiniment plus contestable ailleurs. On pourrait également commenter des procédures de vote qui autorisaient, outre les « votes décisifs » des comités de grève, les « votes indicatifs » de tous les présents.

Dans ces conditions, l'auto-affirmation de la coordination Sud-Ouest en coordination nationale n'allait pas sans conséquence négative. Non seulement celle-ci est apparue marquée du sceau extrême gauche, et du sigle LO, mais elle a aggravé les blocages freinant une réelle auto-organisation. Des camarades de la LCR, mandatés par leur assemblée générale, ont participé à cette coordination qui, en ce qui concerne la région Paris-Sud-Ouest, montrait qu'on pouvait aller vers une organisation intercatégorielle. Mais force est de constater que l'orientation de LO n'a pas favorisé, c'est le moins qu'on puisse dire, le processus d'élargissement qui était nécessaire.

Toutes choses qui se sont trouvées aggravées par les dernières décisions de cette coordination qui, alors que la reprise devenait effective à partir des 11-12 janvier, appelait à la continuation minoritaire de la grève et à des manifestations le 13 janvier. C'était s'entêter dans une ligne dont les risques, en termes de division du personnel et de jusqu'au-boutisme stérile, sont évidents.

Lorsqu'ils sont à court de polémiques, les camarades de LO sont tentés de nous poser un faux problème : la question « qui décide ? ». Faux problème en ce sens que,

nous comme eux, considérons que ce sont les travailleurs, les assemblées générales, qui doivent décider.

Il existe par contre un vrai désaccord. Pour nous, cette décision ne peut se prendre que dans le cadre de structures réellement représentatives, et donc les plus larges possibles, des travailleurs eux-mêmes. Et pas dans des comités, aux participants triés sur le volet, enclins à des pratiques minorisantes.

Syndicats et auto-organisation

C'est pourquoi nous sommes favorables à ce que les structures d'auto-organisation soient ouvertes à l'ensemble des tendances d'opinion qui existent parmi les travailleurs en grève. En ce qui concerne les organisations syndicales, il ne doit y avoir aucun obstacle à ce qu'un syndicaliste soit en tant que tel élu au comité de grève, sans avoir à renier ou à dissimuler ses responsabilités syndicales. Bien au contraire ! En effet, nous considérons qu'une bataille de conviction doit être menée pour que les organisations syndicales soutiennent les comités de grève, ce qui peut prendre la forme de leur participation à ceux-ci. Cette question revêt une double importance. D'abord au regard du rapport de forces et de la puissance de l'auto-organisation. Et aussi pour ce qui concerne le débat au sein des syndicats sur ces questions et les affrontements de lignes qui s'y développent. Bref, nous considérons comme dangereuse la dynamique antisyndicale que les camarades de LO sont souvent tentés de donner aux comités de grève qu'ils animent. Ce qu'on peut croire gagné en « radicalisme », on est sûr de le perdre en représentativité... Cette voie, qui peut créer la division et garantir la minorisation, ne peut aller dans le sens d'une réelle auto-organisation.

Celle-ci doit s'appuyer sur les principes d'élection et de révocabilité des délégués par les travailleurs en lutte. Toute pratique qui revient, dans les faits, à se soustraire à ces principes ne peut que nuire à une réelle dynamique de prise en main de leur lutte par les travailleurs eux-mêmes. Même si, dans certains cas, un comité de grève peut prendre la forme d'une intersyndicale, il convient de tout faire pour aller vers l'élection et la révocabilité du comité de grève par l'assemblée générale des travailleurs. Tel est le moyen le plus efficace de combattre tout risque de division ou toute manœuvre bureaucratique visant à briser la grève. Tel est aussi, pour les travailleurs, le moyen d'assurer eux-mêmes la direction de leur lutte.

Il s'agit là, ne nous en cachons pas, d'un vrai désaccord avec une certaine pratique de LO. Car, si les camarades, dans certains cas, participent et impulsent de véritables comités de grève, dans d'autres, ils n'hésitent pas à convoquer en catimini des réunions qui, relevant de leur seule initiative, n'ont d'assemblées générales que le nom usurpé. Bref, un comité de grève ne saurait être décrété.

En fait, il nous semble que LO envisage trop souvent les comités de grève comme des regroupements d'une frange radicale de travailleurs, et non comme ce qu'ils doivent être : une forme supérieure de front unique, l'organisation unitaire de tous les travailleurs en lutte. Bien sûr, ces désaccords renvoient à des divergences plus profondes qui ont trait à des visions différentes de la recomposition du mouvement ouvrier et à des conceptions distinctes de ce que doit être la politique révolutionnaire. Il nous semble que les camarades de LO raisonnent comme s'ils croyaient à une possible renaissance magique d'un nouveau mouvement ouvrier autour des révolutionnaires, LO. Lutte ouvrière, avec « ses » syndicats, quand elle le peut, avec « ses » comités de grève, lorsque les mobilisations le permettent... Notre vision des choses est bien différente : la recomposition du mouvement ouvrier ne peut se concevoir que comme un processus complexe, une réorganisation générale sur de nouveaux axes, au feu des luttes de classe, et grâce à un ferment qui ne peut être que l'intervention des travailleurs eux-mêmes. C'est pourquoi les questions d'auto-organisation des luttes, de démocratie ouvrière et d'unité sont, à nos yeux, décisives. Non pas des suppléments d'âme, des concessions tactiques, dont on peut s'accommoder ou s'arranger, mais des questions stratégiques, au regard desquelles les révolutionnaires ne peuvent faire montre que de la plus grande intransigeance.

François Ollivier

* *Le Monde* du 13 janvier 1987.

Le blocage salarial

Pourquoi patrons et gouvernement refusent-ils de lâcher sur les salaires ?

Henri WILNO

A entendre les déclarations de Chirac et Balladur, l'impression est forte que si, lors des grèves de décembre janvier, le gouvernement avait souscrit aux revendications salariales du secteur nationalisé, c'était la catastrophe nationale. Même conclusion à la lecture du *Monde* : ce journal qui, en d'autres temps, nous avait habitué à une vision plus nuancée des conflits sociaux, a cette fois tapé à bras raccourcis sur les luttes. Mitterrand, peut-être pour qu'on ne se méprenne pas sur le sens de sa rencontre avec trois grévistes de la SNCF, a précisé que la rigueur « s'impose, s'est imposée, s'imposera à tout gouvernement ». Les dirigeants du Parti socialiste, toutes tendances confondues, se sont bien gardés d'apporter le moindre soutien aux grévistes, préférèrent dénoncer le manque d'habileté de Chirac dans la gestion économique et sociale. Donc, un consensus assez harmonieux en ce qui concerne la poursuite de la politique d'austérité salariale. Quelle est, en fait, la réalité ?

DES AUGMENTATIONS SUBSTANTIELLES DE SALAIRE POURRAIENT ETRE ACCORDEES SANS TROP DE DIFFICULTES

Il est clair que les travailleurs ne doivent pas, selon nous, subordonner leurs objectifs de lutte aux « possibilités » de la bourgeoisie. Les patrons ont toujours l'art de démontrer que toute avancée sociale constitue un péril mortel. N'empêche que l'examen des données officielles récentes concernant la situation des entreprises nous apprend une série de choses intéressantes.

Les profits réalisés par les entreprises en 1986 permettraient des hausses de salaire plus fortes que dans les années précédentes.

◇ Les entreprises privées et privatisables du secteur industriel et bancaire :

La marche en avant des profits des entreprises s'est poursuivie en 1986 : le taux de marge s'est élevé à près de 27 % (soit une progression de deux points environ par rapport à 1985) et se trouve revenu au niveau d'avant les deux chocs pétroliers (voir graphique). Toutes les enquêtes auprès des industriels montrent que ceux-ci prévoient la poursuite de la même tendance en 1987. D'après l'indice du *Monde* et de la Société générale (basé sur les 150 sociétés les plus significatives du marché financier de Paris, dont les privatisables), les bénéficiaires des firmes dont les titres sont cotés en Bourse devraient progresser en 1987 de 17 %, après 16 % en 1986 (*le Monde affaires*, 18-19 janvier 1987).

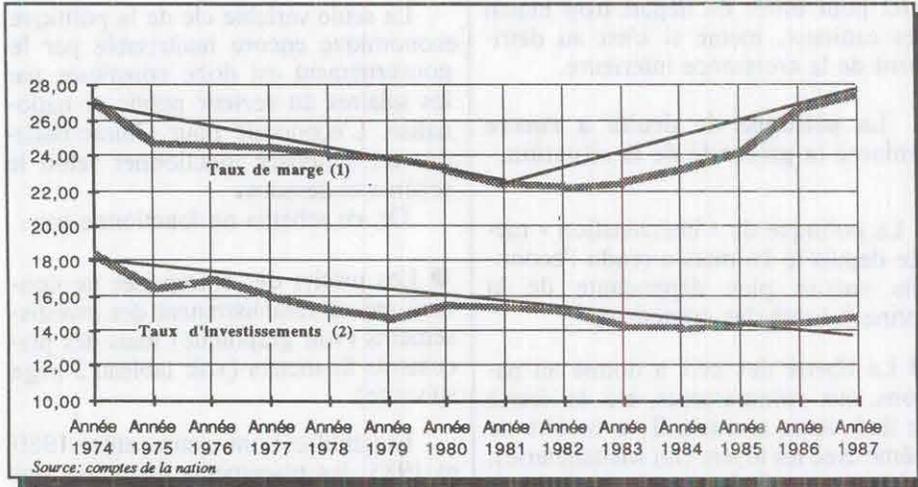
Interrogés sur leur situation de trésorerie (enquête de l'INSEE auprès des chefs d'entreprise de décembre 1986), 80 % des industriels estiment que cette situation est normale ou aisée. Parmi les facteurs influençant négativement les trésoreries, les hausses des charges d'exploitation (qui comprennent les salaires) sont, depuis plus d'un an, le facteur le moins cité.

Les enquêtes sur les investissements sont également très éclairantes : près de 60 % des industriels répondent qu'ils pourraient sans problème réaliser tous les investissements nécessaires (enquête INSEE sur les investissements dans l'industrie, novembre 1986, voir tableau 1).

◇ Le secteur public :

Dans certaines entreprises publiques (ainsi à l'EGF où le bénéfice d'exploitation pour 1986 s'est élevé à 1,3 milliard de francs, soit 30 % de plus qu'en 1985), il y a eu l'année dernière une forte progression de la productivité et des résultats dont on ne voit pas pourquoi les salariés ne bénéficieraient pas.

Graphique



Profits en hausse, investissements en panne.

- (1) Excédent brut d'exploitation/valeurs ajoutée, en %.
 (2) Formation brute de capital fixe/valeur ajoutée, en %.

Dans d'autres entreprises publiques, et pour les fonctionnaires, la hausse des salaires devrait être financée par le budget de l'Etat, mais on peut remarquer que les recettes fiscales de 1986 ont été plus importantes que prévu et que cette tendance se poursuivra vraisemblablement en 1987 (voir *le Monde*, bilan économique et social 1986). La meilleure preuve de cette « aisance » des finances publiques est que le gouvernement Chirac a jugé possible d'opérer une diminution d'impôts bénéficiant aux revenus élevés (par exemple la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes).

L'argument de la compétitivité internationale ne tient pas.

Si on compare, comme aiment à le faire les successifs ministres des Finances, l'évolution des coûts salariaux français et allemands, on a pour 1986 la situation suivante dans l'industrie manufacturière :

	RFA	France
Salaires*	+5,0 %	+4,2 %
Productivité	+2,0 %	+2,6 %
Coût salarial unitaire	+3,0 %	+1,7 %

* : Il s'agit des coûts salariaux totaux : salaires bruts + cotisations sociales employeurs.

Sources : - RFA : OCDE.

- France : ministère des Finances ; Comptes prévisionnels de la nation.

En 1986, les patrons français gagnent sur les deux tableaux : compression des salaires et hausse de la productivité. Et si la hausse du coût salarial unitaire est mise en relation avec l'évolution des prix (2,1 % ou 2,2 % pour les prix à la consommation), on constate que le coût salarial réel (déduction faite de la dérive des prix) a baissé en France en 1986.

Les choses sont donc claires : les résultats des entreprises montrent que les patrons peuvent payer !

MAIS LE MODELE ECONOMIQUE CHOISI PAR LA BOURGEOISIE FRANÇAISE NE LUI PERMET PAS DE CONCESSIONS

La politique d'austérité n'a entraîné aucun renforcement de la position concurrentielle du capitalisme français.

Depuis le plan Barre de 1976 (à l'exception de la période 1981-1982), de Delors à Balladur, en passant par Bérégovoy, le modèle de politique économique est le même : compression du pouvoir d'achat des salaires, maintien du franc dans le Système monétaire européen (depuis 1979), croissance ralentie de l'économie pour limiter les importations. Le tout étant présenté comme une phase d'assainissement indispensable pour que l'économie française reparte sur de bonnes bases. Si cette politique a permis le ralentissement des prix et l'augmentation des

profits, elle n'a en rien renforcé les structures de l'économie.

Les résultats du commerce extérieur de 1986 sont tout à fait éclairants : en dépit d'une diminution de moitié du déficit énergétique (qui est passé de 181 milliards à 93 milliards de francs grâce à la baisse conjointe des prix du pétrole et du dollar), le solde commercial français ne devient pas excédentaire (il s'établit au voisinage de l'équilibre à + 0,5 milliard) du fait de la forte dégradation des échanges de produits industriels (le solde industriel civil passe de + 52 milliards de francs en 1985 à - 1 milliard en 1986). On constate que les importations sont gonflées par toute reprise de la demande intérieure (comme cela a été le cas au premier semestre de 1986), car l'industrie française est incapable d'y faire face. Certains commentateurs ont rapproché ces résultats de ceux de 1982 (la deuxième année du pouvoir de la gauche avait vu une forte dégradation des échanges extérieurs) : les situations sont effectivement tout à fait comparables, à la nuance près que, dans l'intervalle, il y a eu quatre années de politique d'austérité qui paraissent n'avoir servi à rien.

Dans ce contexte, la parité du franc est complètement dépendante du juge-

ment porté par les gouvernements étrangers et les financiers internationaux. Pour garder leur « confiance », il faut mener une politique économique qui leur plaise, augmenter les taux d'intérêt pour éviter un départ trop massif des capitaux, même si c'est au détriment de la croissance intérieure.

La politique de droite a encore renforcé la précarité de la situation.

La politique de « libéralisation » menée depuis le 16 mars a rendu l'économie encore plus dépendante de la bonne volonté des possédants :

- La liberté des prix a donné au patrons, aux commerçants, etc. la liberté de fixer leurs revenus, il va en être de même avec les loyers (loi Méhaignerie), quitte à ce que cela se paye de quelques dérapages sur les prix. D'après l'idéologie officielle, une politique active de la concurrence permettra de limiter ces derniers;

- La libéralisation des changes (même si Chirac et Balladur, par prudence, ont momentanément renoncé à aller jusqu'au bout) facilite la spéculation contre le franc.

- Pour l'investissement et l'emploi, la droite attend tout de l'entreprise privée : la suppression de l'autorisation administrative de licenciement en témoigne.

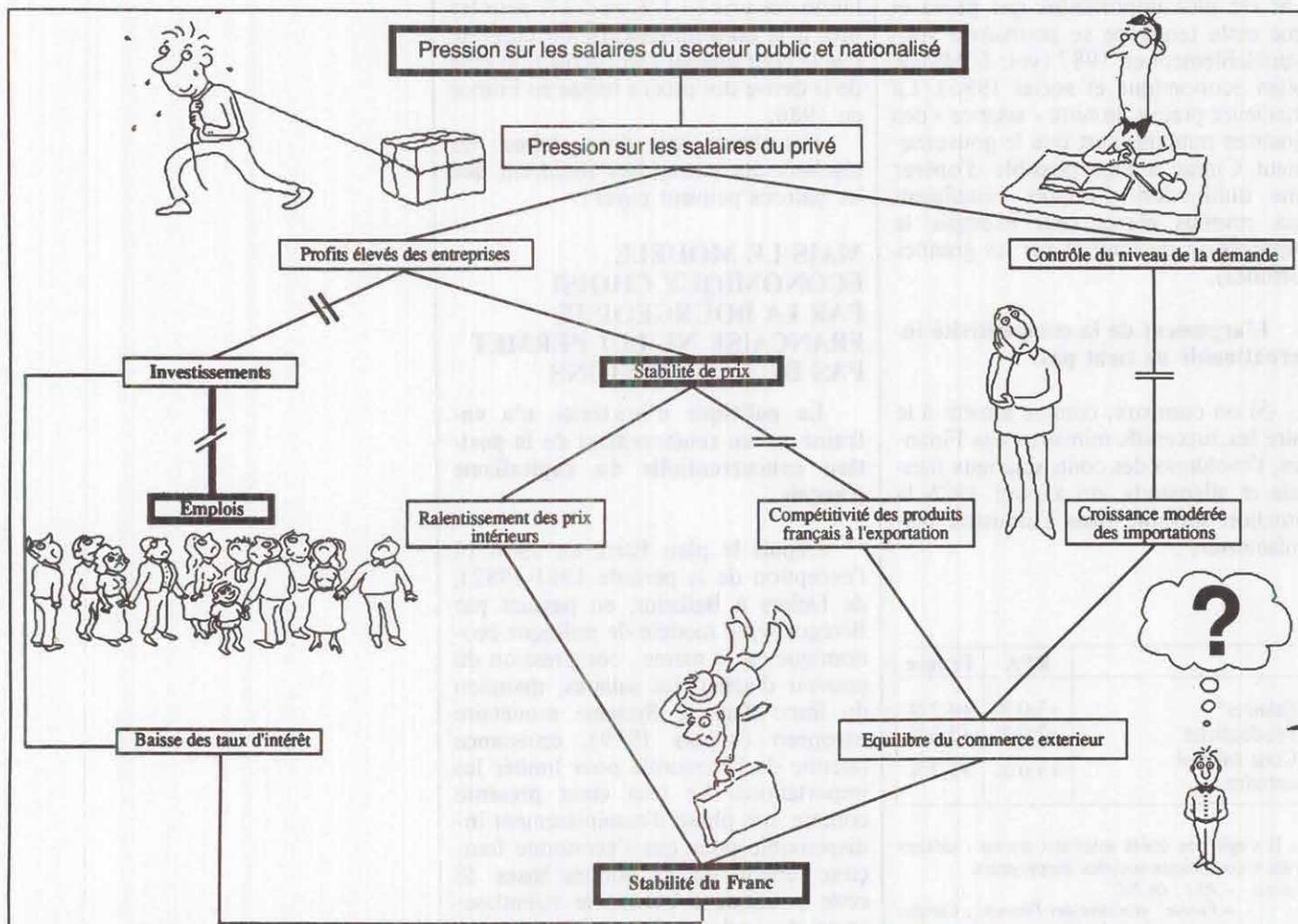
La seule variable clé de la politique économique encore maîtrisable par le gouvernement est donc constituée par les salaires du secteur public et nationalisé. L'économie pour Chirac-Balladur est supposée fonctionner selon le schéma ci-dessous.

Or, ce schéma ne fonctionne pas :

- Les profits des entreprises ne donnent pas un rétablissement des investissements (voir graphique) mais des placements financiers (voir tableau 3 page suivante).

Les chiffres sont clairs : entre 1980 et 1985, les placements financiers ont presque été multipliés par 10 et représentent maintenant près de la moitié de la valeur des investissements.

- Les chefs d'entreprise ne répercutent que très partiellement dans leurs prix la baisse de leurs coûts. Si l'indice global des prix à la consommation a nettement ralenti en 1986, un examen des chiffres montre que ce résultat est largement dû



Evolution des investissements et des placements financiers des sociétés privées

	1980	1985	Progression
Investissements (1)	208 milliards	310 milliards	×1,5
Placements financiers (2)	16 milliards	152 milliards	×9,5
(2) / (1)	7,7 %	49 %	

Sources : INSEE, Comptes de la nation.

à l'énergie et que les prix des produits industriels et des services n'ont que peu décéléré.

Evolution des prix à la consommation

(Glissement sur douze mois ;

1985 : décembre à décembre,

1986 : novembre à novembre.)

	1985	1986
Alimentation	+4,7 %	+2,6 %
Produits manufacturés	+5,3 %	+4,6 %
Services privés	+5,9 %	+4,9 %
Tarifs publics (hors énergie)	+4,5 %	+4,7 %
Loyers, eau	+6,4 %	+5,2 %
Services de santé	+3,5 %	+2,5 %
Energie	+0,9 %	-14,9 %
Ensemble	+4,7 %	+2,1 %
Ensemble (hors énergie)	+5,2 %	+4,0 %

Source : INSEE.

Des indices des prix plus élevés sont donc probables quand les prix de l'énergie ne baisseront plus et que l'effet des mesures de libéralisation jouera à plein. L'objectif officiel pour les prix à la consommation en 1987 est de 1,7 % (décembre/décembre). C'est sur cette base que le gouvernement cale ses propositions dans la fonction publique. Mais la plupart des prévisionnistes s'accordent pour penser que ce chiffre ne sera pas tenu et que la hausse dépassera 2,5 %, sans que les salaires y soient pour quoi que ce soit (puisque toutes ces prévisions sont faites à politique salariale inchangée).

● Le commerce extérieur ne s'améliore pas dans sa composante principale du point de vue de la situation d'une économie : l'industrie civile (voir ci-dessus). La compression des coûts salariaux ne rétablit pas la situation ; ce sont les structures mêmes de l'industrie française qui sont en cause et sa capacité à répondre à la demande tant nationale qu'extérieure (voir *Critique communiste*, n° 49, février 1986, « Bilan économique et social de la gauche »).

● Quant à l'emploi, le taux de chômage est passé de 10,2 % en décembre

1985 à 10,7 % en décembre dernier, le nombre des chômeurs (demandeurs d'emploi en fin de mois) ayant augmenté de 5,5 % en un an. Il est à noter que la tendance récente montre la progression du chômage parmi les moins de 25 ans (l'effet des TUC et des diverses mesures « pour l'emploi des jeunes » semble donc s'affaiblir, tandis que pour les adultes il n'y a aucune tendance à l'amélioration de la situation. Prudente, la nouvelle équipe de direction du CNPF ne reprend plus à son compte les prévisions fantaisistes de Gattaz sur les centaines de milliers d'emplois qui résulteraient de l'abolition des « contraintes » pesant sur les entreprises, notamment l'autorisation administrative de licenciement.

EN FAIT, IL NE S'AGIT PAS SEULEMENT DE GESTION ECONOMIQUE

Pour comprendre les événements, il faut aller au-delà de l'économie au quotidien, pour prendre en considération les rapports de forces sociaux et les deux objectifs fondamentaux de la bourgeoisie dans le remodelage des mécanismes de formation des salaires :

1. Ne pas accepter de remise en cause de la désindexation des salaires sur les prix que les gouvernements de gauche ont réussi à imposer aux travailleurs à partir de 1983.

2. Franchir une nouvelle étape en généralisant l'individualisation des salaires. L'objectif est de réduire, voire de supprimer les revalorisations générales du salaire, au profit d'augmentations individualisées liées au « mérite », c'est-à-dire au « profil » individuel de chaque travailleur, à son adaptation aux objectifs de l'entreprise tels qu'ils sont définis par le patronat. Les instruments pour y parvenir sont multiples :

- nouveaux critères d'évaluation des carrières comme la grille au mérite de la SNCF ;

- dans la Fonction publique, augmentation de la part des primes dans le traitement global : ainsi au ministère des Finances (administration centrale) si,

depuis plusieurs années, les salaires sont bien entendu soumis au rythme des augmentations générales de la fonction publique, les primes (qui sont plus hiérarchisées que les salaires) suivent la hausse des prix. Au ministère de l'Industrie et aux Finances, de nouvelles primes réservées aux cadres viennent d'être créées (au ministère des Affaires sociales, Bérégovoy l'avait déjà fait au début de 1984). Des cas analogues pourraient être cités dans divers organismes (par exemple l'Office des céréales) ;

- dans le privé, pour le personnel ayant le statut « cadre », dans un nombre de plus en plus grand d'entreprises, l'augmentation du salaire est complètement individualisée et dépend, par exemple, d'entretiens annuels, individuels, avec les responsables du personnel. Des formules sont expérimentées par le patronat pour progresser vers le même résultat avec le personnel ouvrier et employé.

Dans ce contexte global, même si les résultats des entreprises pourraient permettre le relâchement de la rigueur salariale :

- céder aux revendications portant sur le niveau et le mode de détermination des salaires, ce serait, pour la droite, opérer un nouveau recul après le retrait de la loi Devaquet. Et donner un formidable encouragement aux luttes sur tous les terrains qui pourraient, éventuellement, aller jusqu'à mettre en péril les lignes de force de la politique économique de la bourgeoisie face à la crise ;

- pour le Parti socialiste (au-delà des bonnes paroles de Mitterrand le 1^{er} janvier), soutenir vraiment ces revendications, ce serait accepter que soient minées les bases de la politique d'hier et de celle qui sera, le cas échéant, menée demain.

Henri Wilno

En 1986, les quatre premières phases de la cohabitation

Gérard FILOCHE

SERGE JULY réussit la prouesse, à la mi-décembre 1986, de crier, dans *Libération*, à la suite du gigantesque et triomphant mouvement de la jeunesse scolarisée : « *Sauve qui peut la cohabitation* ». Le directeur de *Libération* affirmait que les jeunes de décembre 1986 sont « les enfants de la cohabitation » et que, grâce à eux « *la France est en train de devenir, à l'occasion d'une expérience institutionnelle perverse, une société de droit et d'arbitrage* ». Etrange façon de marier les contraires : car c'est bien le mouvement jeune, suivi de celui des cheminots, qui a **mis à mal** la cohabitation. On a plutôt eu affaire à des « enfants anticohabitionnistes », qui ont bousculé le jeu de quilles de l'arbitrage et de ladite « société de droit », avec les moyens très traditionnels, mais anti-institutionnels, de la lutte des classes : grèves, manifestations de rue, syndicats, coordinations, occupations, slogans...

L'une des pages de la cohabitation inaugurée officiellement le 16 mars a été tournée brutalement, sous la poussée des masses, dans un climat où toute la France a repensé à Mai 68, Chirac et Mitterrand les premiers. « *Sauve qui peut* », en effet, pour les subtils analystes de la cohabitation : les bonnes luttes de classes surdéterminent tout ce qui se passe au sommet des institutions : voilà une terrible redécouverte. Décidément, les idées prétendues nouvelles des années quatre-vingt prennent un coup de vieux, et des idées qu'on croyait ringardes resurgissent en force.

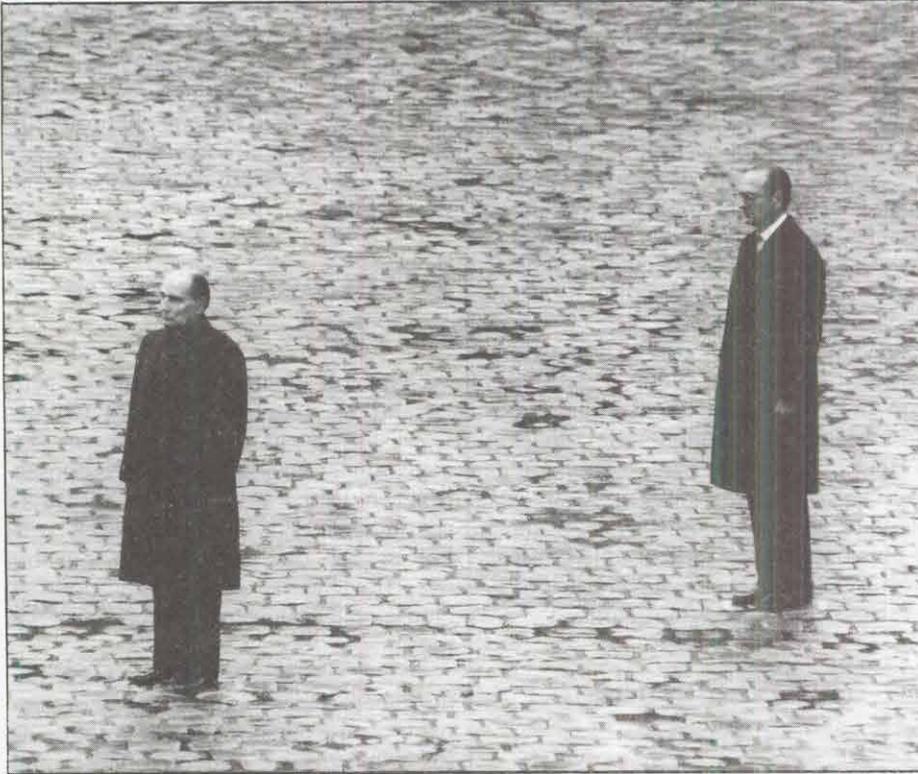
Aux origines de la cohabitation

L'origine de l'actuelle cohabitation « gauche-droite » remonte à 1981-1982. Du moment où le PS et le PCF, après avoir fait de réelles concessions à la victoire des travailleurs contre Giscard (39 heures, retraite à soixante ans,

cinquième semaine, hausse du SMIC et des allocations, droits syndicaux nouveaux, abolition de la peine de mort, remboursement de l'IVG, etc.) ont eu à faire face au sabotage et à la contre-offensive du CNPF. Ils ont tout de suite cédé, bloqué les salaires et les prix, instauré l'austérité, cherché à se concilier le patronat et à faire, au mieux, sa politique, tout en la couvrant d'un habillement de « gauche ». PS et PCF à ce moment-là, dès juin 1982, ont tous deux cherché à cohabiter avec le CNPF. Le PCF déclarait, par la voix de Marchais et Leroy, que les acquis de 1981 étaient plus importants que ceux de 1936 : avec le PS, il approuvait l'austérité en juin 1982, en mars 1983, dans les budgets 1983 et 1984. Au lieu d'user de leur majorité absolue, de satisfaire les travailleurs, PS et PCF ont **cherché à cohabiter** avec les patrons capitalistes.

Evidemment, ça n'a pas marché : les travailleurs, déçus, se sont démobilisés. PS et PCF ont accentué leur mauvaise politique en 1984-1985. Le PCF a quitté le gouvernement, contre l'avis de 88 % de son électorat, et s'est empressé de dénoncer le PS qui, lui, a continué de cohabiter avec le CNPF. Mitterrand, Mauroy, Fabius ont capitulé en rase campagne sur la question clé de l'école laïque et ont accentué leur politique faisant de plus en plus le jeu du patronat. Cela devait aboutir à ce que la droite se renforce et gagne les élections de mars 1986. Quand on n'use pas de sa majorité, quand on ne satisfait pas la base sociale qui vous a élu, c'est fatalement ce qui arrive. Alors est venue l'heure d'une cohabitation « officielle », publique, institutionnelle, au sommet de l'appareil d'Etat. C'était le prix à payer. Mais pour quelle transition ?

L'UDF et le RPR obtenant de justesse la majorité à l'Assemblée nationale, il fallait bien que la majorité du 10



La cohabitation est sur le déclin...

mai 1981 et celle du 16 mars 1986 se partagent formellement le pouvoir.

La première phase : la coexistence

Cette fois, le PS contraignait les représentants officiels de la bourgeoisie à gouverner sous la présidence de Mitterrand. C'était comme si Jospin et Marchais étaient enfin « soulagés » de n'être plus majoritaires, à la fois à l'Elysée, à Matignon, à l'Assemblée, dans les municipalités : ils venaient de perdre presque partout, sauf l'Elysée. Jospin, qui avait dès 1981 analysé la victoire de mai-juin comme une surprise temporaire, avait réuni les résultats de son action susceptibles de vérifier son analyse. Marchais, qui était venu appuyer le gouvernement Mauroy appliquant l'austérité face aux travailleurs quand ils étaient mobilisés par leur victoire, redevenait anti-austérité et intransigent verbalement quand l'occasion était passée et que la déception se faisait jour : c'était pour le PCF le moyen de « bouffer » à nouveau du « socialo ». Ni l'un ni l'autre n'était plus devant ses responsabilités : Chirac avait repris presque tous les postes de commande, sauf la présidence de la République.

La « coexistence » a duré en mars et avril : c'était la mise en place des mécanismes institutionnels correspondant aux nouveaux rapports de forces électoraux. 1986 n'avait pu effacer totalement 1981. UDF et RPR n'avaient

que 42 % des voix et 50 % des sièges, le PS avait 32 %. Les uns et les autres devaient tenir compte de ces résultats : aussi ne se passa-t-il aucun compromis explicite du type « compromis historique » à la façon du PC italien. Le PS prit soin de proclamer que la coexistence lui était imposée et Mitterrand affirma inlassablement qu'il ne cogérait par la politique de Chirac.

Cette phase de « coexistence » était aussi déterminée par les rapports de forces : les électeurs de gauche et de droite, eux, avaient des intérêts exprimés très différents, ils surveillaient leurs « chefs » respectifs, pas question que ceux-ci s'entendent sur leur dos. Chirac agissait sous surveillance des anti-cohabitionnistes de sa majorité. Le PS agissait sous le contrôle des travailleurs et sous les attaques du PCF, même affaibli. Les deux camps prenaient leurs marques.

Le développement des conflits

Si les « cotes » de Mitterrand et de Chirac ont monté dans les sondages, ce n'est pas parce qu'ils cohabitaient, c'est parce qu'ils s'imposaient comme les chefs des deux camps en présence, comme les « champions » s'affrontant sur le ring éclairé.

D'ailleurs, cela, July l'a écrit : « La popularité de Mitterrand n'a pas d'autre origine : il est censé contrecarrer les excès de la majorité gouvernementale en

jouant les garde-fous constitutionnels. » Et Mitterrand s'est vite prononcé pour la « défense des acquis sociaux ». C'est pourquoi il était au plus bas lorsqu'il gouvernait pour les patrons en 1984-1985, et qu'il est remonté au plus haut en 1986 : son rôle avait changé, il ne gouvernait plus, il était un recours contre Chirac.

Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhomeau ont publié en septembre 1986 un livre intitulé *le Mariage blanc*, où ils prêtent à Mitterrand les propos suivants, formulés en juillet 1986, après son premier refus de signer une ordonnance : « Il est déjà miraculeux, dit Mitterrand à Chirac, que notre cohabitation se soit déroulée sans heurt pendant quatre mois. Conjuguons nos efforts pour que cela se poursuive. »

Evidemment, Chirac, lui, use de sa majorité au Parlement. Il applique son programme, tout son programme... Surveillé par l'UDF, il engage sa politique libérale au pas de charge. Il entend être à la France ce que Reagan et Thatcher ont été aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne. Chirac redéfinit ce que le PS a fait, et au-delà : il s'attaque à des acquis sociaux et au secteur public et nationalisé imposés depuis l'après-guerre. Mitterrand ne peut que se démarquer s'il veut jouer un rôle de recours : il critique donc les principales décisions du Conseil des ministres et refuse de signer les plus grossières ordonnances anti-ouvrières.

De mai à juillet, « dans les coulisses du pouvoir », Thierry Pfister constate que la cohabitation est devenue « le régime du mensonge ». Il la décrit comme un triple échec : celui de la gauche qui n'est pas allée jusqu'au bout de ses promesses, celui de la droite qui veut imposer un libéralisme en complète réaction avec les besoins sociaux profonds, enfin l'échec des institutions de la V^e République qui fonctionnent à coups de procédures exceptionnelles généralisées. Dans le régime du mensonge : « Personne ne dit ce qu'il pense vraiment. Personne n'a le discours de ses actes. Personne n'a la pratique de ses convictions. Tout cela parce que la coexistence actuelle est fondée sur ce triple échec que chacun refuse d'avouer* ».

Avantage à Chirac

Mais le temps joue son rôle : à coexister durablement, on finit par paraître cohabiter pour de bon. Et c'est ainsi qu'au sortir de l'été, malgré les récriminations de Mitterrand, Chirac prenait l'avantage.

La raison en était que Chirac, lui, agissait, tandis que Mitterrand ne fai-

sait que parler... Et sans résultats. Ministère de l'action contre ministère de la parole. A se démarquer sans effets, Mitterrand usait la fonction présidentielle. Il apparaissait comme un recours impuissant... donc perdant de son attrait. Dans l'appel à l'unité nationale contre le terrorisme, en septembre, Chirac prit la vedette. De même pour la libération des otages au Liban. Et semblablement pour la politique économique quotidienne. Dans la mesure où la Chiraquie passait en force, la sphère élyséenne s'affaiblissait. Plantu, dans *le Monde*, dessinait un Conseil des ministres où Mitterrand disait « non » et où Chirac partait déjà en affirmant que c'était « d'accord pour le Parlement ».

En laissant faire Chirac, en ne critiquant qu'avec modération, en refusant de s'affronter avec la politique « libérale » UDF-RPR, Mitterrand baissait à nouveau dans les sondages jusqu'à paraître battu en cas de présidentielle anticipée. La cohabitation est un corset pour Mitterrand, pas pour Chirac. Kissinger avait prétendu que « celui des deux qui dégainerait le premier serait le perdant ». Mais c'était un propos en trompe-l'œil : Chirac, lui, tirait tous les jours, avec de vraies balles sur sa cible, chaque fois qu'il faisait passer une loi contre ce qu'avaient fait le PS et le PCF, contre l'avis de Mitterrand. En attendant, prudemment, Mitterrand s'enfonçait inexorablement : la tactique du sphinx est parfois mauvaise conseillère. Si Chirac, pendant vingt-quatre mois, pouvait librement appliquer, en force, sa politique, que resterait-il des réticences de Mitterrand lors d'un scrutin pour la présidentielle ? Quand Chirac avance, la classe ouvrière recule et Mitterrand, lui, ne voit pas ses chances augmenter ! C'est pour cela que Chirac a multiplié les projets réactionnaires tous azimuts : il prétendait avoir fait « basculer la France dans un autre système de valeurs » d'ici la fin 1986.

Plus la cohabitation durait, plus Chirac agissait, plus elle faisait son jeu. C'est pour cela qu'elle se transformait de « coexistence » en une véritable « concordance » antisociale. Si Chirac pouvait attaquer les jeunes, les immigrants, la Sécurité sociale, les salariés, augmenter le chômage, bloquer les salaires, impunément en régime de cohabitation, celle-ci devenait donc, finalement, une sombre période de l'histoire de France, dont Mitterrand n'aurait été que la « couverture », à peine résistante. Le PCF finirait par avoir raison en dénonçant la complicité de Mitterrand-Chirac : mais quelle défaite !

Les masses ont un instinct sûr pour agir et s'engager à fond dans les batailles lorsque celles-ci s'imposent vraiment. Hostiles aux abandons de la

gauche, avant 1986, rapidement mis en alerte par les attaques de Chirac, les travailleurs cherchaient comment s'opposer, malgré la division PS-PCF, malgré la division syndicale, aux coups de la droite et du CNPF.

Si des millions d'électeurs avaient quand même voté PS en mars 1986, ce n'était pas parce qu'ils approuvaient l'austérité de Fabius. C'était pour faire barrage à la droite, jugée pire, à raison. Si la CGT gagnait 8 à 9 % des voix, totalisant 2 500 000 voix, aux élections professionnelles de 1986, ce n'est pas non plus parce que les travailleurs approuvaient la politique de division d'Henri Krasucki, c'est parce qu'ils cherchaient encore à s'opposer aux plans patronaux en utilisant le syndicat le plus important. Cette double poussée électorale, vers le PS et vers la CGT, n'est pas du tout contradictoire.

La quatrième phase : échec à Chirac

Si les travailleurs avaient « intériorisé la crise » et « admis l'austérité », ils auraient, pour une part plus importante, voté à droite et approuvé la confédération d'Edmond Maire. Ce n'est pas le cas. Georges Marchais a eu tort de dire que « la France avait glissé à droite » et Lionel Jospin également en affirmant que « la situation historique est défavorable ». Les vrais rapports de forces se sont révélés en décembre 1986 avec le mouvement jeune et le mouvement des cheminots.

Plus rien ne pouvait donner l'illusion ou de raison d'attendre à tous ceux que menaçait Chirac : alors c'est venu de la jeunesse, plaque sensible, exprimant les enjeux des luttes de classes. Puis des cheminots, de la RATP, de l'EDF, des marins, des enseignants... Et là, c'est un coup de tonnerre dans le ciel chiraquien de la cohabitation : les masses ont donné un coup d'arrêt à la frénésie réactionnaire Chirac-Balladur-Léotard-Monory-Douffiagues.

Du coup, les cartes ont été redistribuées : le balancier a penché à nouveau pour Mitterrand. Mais qu'a fait ce dernier ? C'est le vrai moment où il a décidé de sauver et de prolonger jusqu'au bout la cohabitation. Car, comme le dit July — et Thierry Pfister doit le déplorer —, Mitterrand a « maintenu la tête de Chirac hors de l'eau ». Malgré quelques bons gestes, il s'est tu pendant les luttes de la jeunesse et des cheminots. Il n'a parlé que pour venir au secours de la victoire des jeunes, et ce, sans prendre le risque d'ouvrir une crise : il croit cela sage et conforme aux institutions et à ses calculs pour 1988, mais il se peut qu'il ait raté une occasion

et que le piège se referme à nouveau en faveur d'un Chirac qui reste aux postes de commande, qui manipule les médias, qui distribue les prébendes à son électorat. Car Chirac n'est pas encore battu. Il ne faut pas vendre trop tôt la peau de l'ours. Même si celui-ci est dans la ligne de mire.

D'autres « phases » en 1987

On constatait qu'à l'automne Mitterrand reculait par rapport à Chirac. C'est l'irruption des mouvements sociaux qui a renversé le cours des choses. Mais en demeurant prudent à l'égard de ces mouvements, en apparaissant vouloir sauver une cohabitation nuisible aux travailleurs, Mitterrand pourrait bien être entraîné par la chute de Chirac.

Telle est la loi de cette « cohabitation mensongère, trompeuse, corrompante » où « personne n'a la pratique de ses convictions » : ou bien Mitterrand se dégage de son corset, prend des positions qui créent une dynamique et le maintiennent « en phase » avec les luttes sociales, ou bien, à vouloir prolonger la cohabitation au-delà de la cohabitation, il démobilisera ses futurs électeurs, ne gagnera pas ceux de la droite et fera le jeu de quelqu'un comme Raymond Barre.

Chirac et Barre répètent à l'envi qu'ils ne jouent pas contre leur camp, l'UDF et le RPR. Mitterrand, lui, ne dispose que d'un seul camp, celui des travailleurs, où agissent PS et PCF : s'il renonce à l'unifier et cherche à jeter des passerelles entre son camp et le camp adverse, il court à la catastrophe. De même, si le PS veut officialiser pour de bon la cohabitation avec l'UDF, s'il espère mener campagne pour un candidat à la présidence qui éviterait de se prononcer pour la dissolution de l'actuelle Assemblée nationale, ce sera l'échec.

Les derniers sondages montrent bien que la cohabitation est sur le déclin. Tous les leaders RPR prennent leurs distances avec ce système pour ne pas laisser Barre être le seul à critiquer. Le pire serait qu'à contre-courant des travailleurs, les dirigeants du PS se mettent à jouer les derniers des cohabitants. Finis le mensonge et la ruse. Cohabitation, stop ! 1987 doit être l'année d'une claire bataille contre l'UDF et le RPR, leur plate-forme et leur assemblée ! Seule façon d'unifier les travailleurs.

Gérard Filoche

* Thierry Pfister : *Dans les coulisses du pouvoir*, p. 308, octobre 1986.

Réponse à Alain Brossat, ou pourquoi c'est la Terre qui tourne autour du Soleil

H. SANDOR

Cher Alain,

Le numéro de *Critique communiste* consacré à l'URSS est très intéressant. Il tranche utilement avec le sottisier des idées reçues sur le totalitarisme. Je suis par exemple d'accord avec ton article à ce sujet comme je trouve intéressante une série de choses que tu racontes sur l'URSS dans la table ronde. Malheureusement, toi aussi, dans un court passage sur la nature de l'URSS, tu reproduis une banalité qui est assez dans l'air du temps. Tu affirmes que nous utilisons « des instruments conceptuels de plus en plus obsolètes, vieux de plus d'un demi-siècle, [que] notre niveau d'élaboration en rapport avec l'actualité est particulièrement faible... », et tu le fais négligemment, comme si la chose allait de soi ; en tout cas pour « ceux d'entre nous qui connaissent un tant soit peu la réalité [c'est toi qui soulignes] des pays de l'Est pour y avoir séjourné ». Tu mentionnes sereinement « le conservatisme foncier de notre pensée et l'abstraction [ici c'est moi qui souligne] totale des rares débats "officiels" à ce propos », enfin notre obstination, comme si rien n'avait bougé depuis les années trente, « à chevaucher le dinosaure de l'Etat ouvrier ». Rien de moins¹.

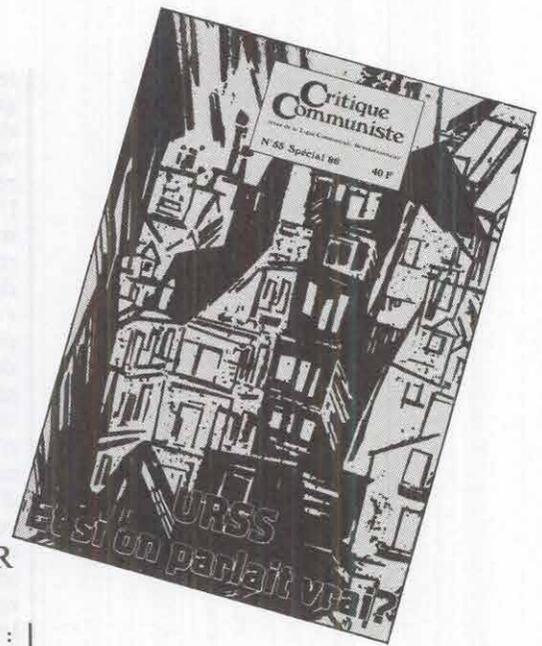
Beaucoup de choses ont été écrites sur ce « dinosaure », tu les connais et elles ne t'ont pas convaincu, je n'ai donc aucune raison d'y revenir². Je vais prendre le problème sous un angle différent et, dans ce but, je me limiterai à discuter les deux mots soulignés plus haut. Ce faisant, je sais que les prends plus au sérieux que toi, mais je crois que ceci touche une question d'ordre plus général qui va au-delà de ton article. En deux mots, tu sembles avoir une idée naïve de la théorie qui pourrait être simplement remise en cause par « des faits » ou, pire, « du vécu ». Probablement tu n'as pas une telle naïveté, mais comme elle est très répandue, y compris dans nos propres rangs, je crois que ça vaut la peine d'en parler.

Quel que soit le domaine (politique, physique, gastronomique...), des faits, il y en a des milliards. Mais d'importance inégale. Donc, pour penser, il faut opérer une sélection qui n'en conserve que quelques-uns. Mais, malheureusement, c'est la théorie qui permet de les trier et même dans une

certaine mesure de... les voir. Exemple : prenons comme « fait » ce que tu vois dans une pièce. Tu dois éclairer ta pièce et ce que tu verras dépend bien sûr de ce qu'il y a, mais aussi : 1) de la position de tes lampes (tu ne verras pas ce qui est à l'ombre) ; 2) de la couleur de la lumière que tu emploies (avec des UV par exemple, tu verras autre chose qu'avec la lumière ordinaire, avec des infrarouges tu verras les objets chauds, etc.). Je n'oserai pas dire que cet exemple prouve que la théorie c'est comme la lumière, mais simplement que les « faits » ne sont pas une donnée aussi immédiate qu'il y paraît. Ils supposent une théorie, ne serait-ce que pour être choisis. Cette théorie peut être explicite ou implicite. Dans le dernier cas, c'est souvent « le bon sens » qui va servir de théorie par défaut, ce qui peut faire toutes sortes de ravages. Prenons maintenant deux exemples moins folkloriques.

1. En physique (qui est un domaine infiniment plus simple que les « sciences humaines » mais dont l'avantage — ou l'inconvénient — est que quand on y dit n'importe quoi, ça se voit tout de suite). La Terre tourne-t-elle autour du Soleil (proposition I), ou au contraire est-ce la Terre qui est fixe et le Soleil qui tourne autour (proposition II) ? Pour te paraphaser, je dirai que « ceux d'entre nous qui connaissent cette Terre pour y avoir séjourné » sont peu intéressés à cette discussion abstraite. « Les faits » eux-mêmes confirment II. Pourtant, comme on l'apprend à l'école, c'est I qui est correct. Pourquoi ? Parce qu'il y a une théorie, celle de la gravitation, qui rend compte du mouvement de *tous* les corps célestes, c'est-à-dire qui rend compte d'infiniment plus de choses que « le vécu » de l'homme des cavernes ou des détracteurs de Copernic. Selon cette théorie, le Soleil ayant une masse considérable par rapport aux planètes peut être considéré comme fixe.

Bien entendu, si on limite son activité à l'agriculture et la construction d'édifices religieux convenablement orientés, la proposition II suffit. Elle n'est pas fautive : après tout, le mouvement est quelque chose de relatif ; tout dépend où on prend ses repères. Mais *ce n'est pas une théorie*. Ça rend compte du « vécu » (et pas n'importe



lequel : de celui de l'homme de Cro-Magnon, pas celui d'un cosmonaute). C'est donc aussi très relatif. (Aussi relatif que « le vécu » qui fait considérer à pas mal de révolutionnaires en Amérique centrale l'URSS non seulement comme Etat ouvrier, mais encore comme socialiste !) De la même façon, si tu te limites à la description de la nomenklatura en URSS aujourd'hui, la « théorie de l'Etat ouvrier » n'est pas indispensable. Elle peut même être contre-productive si elle est mal assimilée et « le bon sens » lui sera supérieur : Voslensky est infiniment plus instructif que Just ! Mais ce n'est pas son objet — ce que tu sembles croire quand tu soulignes le « vieux de plus d'un demi-siècle », elle prétend rendre compte de l'évolution c'est-à-dire des contradictions de tous les Etats qui ont aboli le capitalisme depuis 1917. Je vais y revenir plus loin, mais la comparaison avec le mouvement de la Terre vaut dans le sens suivant : le fait que le Soleil soit fixe ou pas ne résulte pas de données empiriques limitées à l'observation du Soleil : avant Copernic et Galilée, des millions d'observations avaient déjà été faites et qui concluaient à la mobilité — évidente — du Soleil. Cette fixité du Soleil résulte d'une masse d'autres données empiriques liées entre elles, bref d'une théorie. Tu peux contester la fixité du Soleil, mais tu ne convaincras que si tu en fais une critique réelle, c'est-à-dire théorique. Pas en restant au simple niveau empirique. Il en va de même pour la nature de l'URSS : ce n'est pas une donnée expérimentale.

2. En économie politique. Il y a une théorie de la plus-value élaborée par Karl Marx. Cette théorie explique le profit capitaliste. Selon cette théorie, plus les entreprises sont mécanisées et automatisées, moins elles créent de la plus-value. Paul Fabra (dans *le Monde*, à propos du centenaire de Marx) écrit à ce propos : « C'est encore pour des motifs tirés de l'expérience que cette construction [la théorie de la plus-value] est aujourd'hui rejetée (sauf par les marxistes de stricte obédience). » Lui ne dit pas les dinosaures, mais l'idée y est. Paul Fabra a confondu un fait, « le profit », et un concept, « la plus-value ». L'assimilation de l'un à l'autre dans une analyse concrète est grotesque. N'empêche que la condition pour comprendre l'évolution du taux de profit concret, c'est bien l'étude de la plus-value. La théorie bien sûr porte sur le concept, évidemment pas sur le fait. Une théorie est toujours abstraite. Sinon ce n'est pas une théorie.

Je sais que, dans notre organisation, « l'abstrait » est synonyme de peu intéressant, et le « concret » bardé de vertus prolétariennes. Mais relis ce que Karl Marx écrit à ce propos dans la fameuse *Introduction à la critique de l'économie politique*, au chapitre III. Le « concret », c'est beaucoup trop compliqué (c'est « la synthèse de multiples déterminations »), c'est « l'abstrait » qui est simple.

Bien sûr, nous sommes matérialistes et toute théorie doit incorporer une masse colossale de « faits » (« le vécu » n'en étant qu'un tout petit élément). Mais c'est autre

chose que leur compilation. Sur la base « des faits » et d'une pensée (eh oui !), ta théorie élabore des concepts et travaille avec. Si ta théorie est bonne, elle te permet en retour d'appréhender les milliards de faits qui « déterminent » le réel, d'y trouver une hiérarchie, une dynamique, etc.

Evidemment toutes les théories n'ont pas le même degré d'achèvement : la mécanique classique, c'est très achevé, l'économie politique l'est moins, et la politique tout court encore moins. Néanmoins, il y a une théorie de l'Etat ouvrier et de sa dégénérescence initiée par Léon Trotsky. Je la crois valable *grosso modo*. Tu la crois fautive *grosso modo* aussi. Très bien, mais de grâce ne te comporte ni comme les accusateurs de Galilée sur le mouvement de la Terre ni comme P. Fabra sur la théorie marxiste. *La théorie de l'Etat ouvrier n'est, en aucun cas de figure, une description*³. (Et, pire, une description sociologique qui impliquerait que d'une certaine façon ce sont les ouvriers qui ont le pouvoir politique ! Même si c'est l'idée que devait s'en faire les bolcheviks dans les années 17.) C'est une théorie qui prétend englober dans une même catégorie nécessairement « abstraite » — pardonne-moi ! — des Etats aussi différents que l'URSS de 1918, de 1933, de 1957 ou de 1986, la Chine, la Roumanie, Cuba, etc. Bien sûr, des faits aussi colossaux que la domination de la bureaucratie doivent être partie prenante de la théorie. C'est, je crois, le cas. Néanmoins, la catégorie « Etat ouvrier » a un sens, autant que celle d'Etat bourgeois qui recouvre également des réalités aussi polaires que la RFA actuelle et l'Allemagne nazie, les USA et la Bolivie, etc.

Quel sens ? A partir du moment où 1) la bourgeoisie a été politiquement expropriée, 2) qu'un processus de révolution permanente est (bien ou mal) enclenché dans le nouvel Etat, et qui fera que le profit privé réalisé par la vente de marchandises ne jouera plus qu'un rôle secondaire dans les investissements, tu as un Etat ouvrier⁴. Se pose alors la question de définir les buts et les moyens de la production sociale. Dans les sociétés bourgeoises, cette question n'est jamais ouverte (le profit pose et résout cette question). Tous les Etats ouvriers sont confrontés à ce problème et tous les Etats ouvriers bureaucratés sont incapables de le résoudre. Voilà pourquoi la Chine et la Yougoslavie ont pu apparaître — pour tous ceux qui ont « vécu » les années soixante — comme ennemis mortels, mais aujourd'hui s'envoient des experts pour échanger leurs expériences. Des questions fondamentales comme celles du rôle du plan, du marché, des incitations (matérielles, idéologiques, administratives) au travail, de la compétition avec le monde capitaliste, ressortissent « des instruments conceptuels » de l'Etat ouvrier (EO). Que tu le veuilles ou pas, une discussion sérieuse de la réforme Kossyguine avortée ou de sa variante actuelle aura beaucoup de choses à voir avec ce que racontait Boukharine (*et qui n'a de sens que dans le cadre de l'Etat ouvrier*). Ce « retour à Boukharine » est déjà amorcé et risque de se développer en URSS même. Je crois que tout en restant modeste, on a des petites choses à y dire. Bien sûr,



Affiche soviétique refusant que les engins de IDS, eux, tournent autour de la Terre...

il serait absurde de se contenter d'exhumer le vieux débat Préobrajenski-Boukharine, énormément d'eau a coulé sous les ponts de la Volga (ne serait-ce que la question paysanne !). Il faut travailler. Travailler plus et mieux certes. Mais tu ne dis pas cela, tu affirmes qu'il faut « de tout autres instruments conceptuels », puis tu te tais souverainement. C'est une voie de garage et je ne vois pas du tout comment ceci nous permettrait de mieux travailler. Tu vois, toi ?

Ne pas accepter de jeter la théorie de l'Etat *parce qu'elle ne colle pas à la réalité* est pour toi la marque « d'un conservatisme foncier ». Sous des dehors banalement vrais, tu commets une erreur. J'ai essayé de te montrer sur deux exemples (le système héliocentrique et la théorie de la plus-value) que, sans précaution très soignée prise pour définir « la réalité », on pouvait aboutir à de l'obscurantisme. L'affaire est plus générale, une théorie ne colle jamais à la réalité et c'est là son intérêt (mais pas sa définition quand même !). Voilà aussi pourquoi elle peut durer un demi-siècle.

Cela dit, il faut être conscient que la théorie de l'Etat ouvrier n'est à l'évidence qu'embryonnaire (*quid* d'ailleurs de la théorie de l'Etat tout court ?). Au moment où elle a été élaborée, le recul était insuffisant. Aujourd'hui, avec le nombre d'Etats ouvriers bureaucratisés, on distingue plus faci-

lement chez Trotsky ce qui était conjoncturel de ce qui était essentiel. Je citerai à ce propos les avancées que nous avons faites après les victoires des révolutions chinoise et cubaine, ce que nous avons tiré de l'expérience yougoslave, les débats sur le Nicaragua, de la forme concrète et étonnante « douce » qu'a prise la « déstalinisation » en URSS, le tout n'étant pas évidemment linéaire : on a aussi raconté pas mal de bêtises dont certaines — j'ose le dire — étaient dues au fait que nous avions une théorie. (C'est effectivement un inconvénient de toute théorie : elle rend possible des bêtises *sui generis*.)

Intimement liée à la théorie de la révolution permanente, elle fournit néanmoins le seul cadre général qui permette de comprendre (un peu) la dialectique de la révolution mondiale. Un exemple : tu veux — nous voulons — tordre le cou aux théories du totalitarisme à la Castoriadis. Comment ? Nous disons : la révolution au Nicaragua par exemple n'est pas le produit de la subversion du Kremlin. N'empêche que, *via* les Cubains et même directement, elle est très liée pour sa survie à l'URSS. Faut-il le dénoncer ? Non bien sûr, mais c'est très important (en France, en Tchécoslovaquie), vital même (au Nicaragua) de savoir mesurer ce lien dans toute sa complexité. Je crois la théorie de l'Etat ouvrier

bureaucratiquement dégénéré (EOBD) décisive pour cette appréciation. Plus généralement, comprendre comment l'URSS est liée aux processus révolutionnaires dans le monde (par son « aide » et son torpillage) et comment à leur tour les processus révolutionnaires réagissent sur elle (cf. les schismes titiste et maoïste par exemple), sont aussi des faits, un « vécu », si tu préfères, que tu dois prendre en compte dans ta critique de la théorie.

Je suis donc en total désaccord avec ce que tu as dit dans ce passage de la table ronde. Mais je suis peut-être moins en désaccord avec ce que tu as voulu dire. J'ai parlé plus haut d'EOBD et pas d'Etat stalinien. Le stalinisme, en tout cas celui du génial Petit Père des peuples, a été une réponse — si j'ose dire — conjoncturelle aux problèmes mentionnés précédemment ; si tu veux dire que c'est un dinosaure et que beaucoup de nos camarades ignorent sa disparition, alors dis-le tout simplement. Mais tu mélanges tout : tu emballes « les instruments conceptuels » comme l'Etat ouvrier avec le stalinisme (et même une vision naïve de celui-ci) et tu mets l'ensemble à la poubelle, pour éviter les petites mauvaises odeurs.

Je trouve d'autant plus dommageables tes considérations « théoriques » que je suis d'accord avec bien des choses que tu dis par la suite contre la vision unilatérale, donc fautive, de la société soviétique, y compris sous Staline, sur la bêtise de ceux qui croient que les divisions soviétiques n'attendent qu'une faiblesse de l'Occident pour foncer sur Paris, etc. Parce que tu as scié la seule branche théorique sur laquelle pouvaient reposer tes affirmations à ce sujet. Quand tu écris : « Le dynamisme "totalitaire" du bloc soviétique constitue-t-il aujourd'hui le principal danger qui menace la paix (toute relative) que connaît le monde et la culture humaine ? Plus que jamais et d'une manière totalement explicite [c'est moi qui souligne] nous devons savoir ici aller totalement à contre-courant des consensus dominants et répondre : non ! », ça me paraît très juste ; mais moi, je sais étayer de « manière totalement explicite » ce « non ! » avec « mes instruments obsolètes » d'EOBD. Pas toi. Egalement utile, mais formulée peu précisément⁵, me paraît l'affirmation que « si on veut comprendre d'où le stalinisme a tiré sa force et son dynamisme, il faut renoncer à tout expliquer par la terreur, l'embrigadement, le dogmatisme pour, inévitablement, réfléchir sur la notion de consensus. De quelle manière étaient faits les consensus qui ont permis à Staline de faire passer l'Union soviétique en trois décennies de "l'aire à la pile atomique"... » ; mais là encore, j'ai un élément de réponse dans ma besace : ce fameux rôle double de l'Etat ouvrier dégénéré. Pas toi.

Voilà, cette partie de ton papier m'avait mis en colère parce que je l'avais trouvée un peu démagogique du point de vue théorique et inutilement insultante pour les camarades qui ne partagent pas ton point de vue : quand, mine de rien, tu « informes » tes lecteurs que « ceux d'entre nous qui connaissent un tant soit peu la réalité des pays de l'Est » partagent tes critiques, tu fais

du (mini)terrorisme : dans quelle catégorie faut-il placer ceux qui parmi « nos spécialistes un peu moins nombreux qu'une équipe de football » ne partagent pas ton point de vue ? Maintenant, cette polémique m'aura aidé à préciser mon « orthodoxie ». Donc, merci ! Je ne sais pas si j'ai pu te convaincre sur les vertus de la théorie de l'Etat ouvrier, mais j'espère au moins t'avoir montré que si la théorie était fautive, ce ne pouvait être pour ce que tu invoquais.

Amicalement,

H. Sandor

1. Tu sembles au début expliquer notre inexistence d'organisation dans ces pays par la débilité de nos théories, argument qui vaut ce qu'il vaut ; mais plus loin tu assènes : « Nous sommes pour l'évacuation des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie — mais pour de tout autres raisons que la grande majorité des activistes et sympathisants de l'opposition tchécoslovaque. » Nous sommes aussi contre Jaruzelski « mais pour de tout autres raisons que l'immense majorité de ceux qui le combattent aujourd'hui ». Diable ! Tu n'y vas pas de main morte. Tu es, ici, à total contre-courant des idées reçues, ce qui est toujours sympathique. Mais tu passes de l'autre côté du cheval. Si tel était effectivement le cas, tu peux laisser tomber la théorie défectueuse, voilà sûrement où serait la source, non seulement de notre faiblesse passée, mais à coup sûr aussi de notre faiblesse à venir et pour toujours. Bien sûr, nous ne partageons pas l'idologie dominante de Solidarité ou de la Charte 77, tu as raison de le rappeler (et ça a un rapport avec notre faiblesse), mais notre refus de l'occupation soviétique en Tchécoslovaquie ou du « coup » de Jaruzelski a quand même quelque chose à voir avec les raisons qui poussent des millions de citoyens de ce pays à s'y opposer. Sinon, c'est à désespérer.

2. Pour accentuer l'aspect « dinosaure », tu ne mentionnes que les textes de Trotsky. Ernest Mandel a pourtant pas mal enrichi et systématisé notre compréhension de la bureaucratie ouvrière et des sociétés de transition. Oui, non ? Que sur l'Etat à proprement parler trop peu de choses aient été écrites, certainement. Maintenant, fallait-il de « tout autres instruments conceptuels » pour les derniers événements de Pologne ? J'ai plutôt le sentiment que ceux qui disposaient « de tout autres instruments conceptuels » se sont laissés piéger par les reculs de la bureaucratie. A cause de la nature de l'EOB, nous étions convaincus de l'inévitabilité de la confrontation. Cela dit, notre armement théorique n'est pas une garantie politique : il pouvait nous faire sous-estimer l'importance de la durée de la crise.

3. Voilà pourquoi il vaut mieux éviter de l'employer sur des tracts. En principe, les tracts traitent de choses concrètes, pas de concepts.

4. Cf. « Réponse de C. Verla à M. Lequenne » in *Quatrième Internationale*.

5. a) Je crois qu'il faudrait mieux parler de dialectique lutte-consensus-terreur, ce serait plus conforme à la « réalité ». b) J'éviterai aussi de dire que « Staline a fait passer... », les « dinosaures » pensent que ce raccourci peut déboucher sur un hommage inutile. Ils diraient plutôt : malgré le coût terrible dû à la direction stalinienne et à cause des ressorts de l'Etat ouvrier, l'URSS est effectivement passée en trois décennies... c) Enfin, quand tu ajoutes : « Ce sont des questions que nous ne sommes guère posées jusqu'alors... », tu pousses un peu. Les premières phrases de *la Révolution trahie* sont les suivantes : « Le monde bourgeois a commencé par feindre de ne pas remarquer les succès économiques du régime des soviets, qui sont la preuve expérimentale de la viabilité des méthodes socia-

listes. » (Là, Trotsky aurait dû respecter ce qu'il dit à la page suivante : « Il n'y a pas encore en ce sens fondamental le moindre socialisme fondamental. ») « Devant l'allure sans précédent dans l'histoire du développement industriel, les savants économistes au service du capital tentent encore souvent de garder un silence profond ou se bornent à invoquer "l'exploitation excessive" des paysans. Ils laissent ainsi s'échapper une excellente occasion de nous expliquer pourquoi, par exemple, l'exploitation sans frein des paysans en Chine, au Japon, en Inde, n'a jamais entraîné un développement industriel accéléré... » Ne pas réduire le stalinisme à la terreur (mais ne pas l'oublier non plus), c'est quand même le B.A.-Ba du trotskysme. Maintenant, que beaucoup de camarades l'aient oublié (et toi aussi un peu, non ?), qu'il aurait fallu d'autres articles que par exemple celui d'Ettio « Les raisons de la passivité de la classe ouvrière en URSS », paru il y a une dizaine d'années, que ne le dis-tu simplement ?

L'URSS est-elle un pays réellement existant ?

Alain BROSSAT

SANS doute avons-nous, en concevant le numéro spécial de *Critique communiste* consacré à l'URSS, péché par excès d'ambition : nous souhaitions, d'une part, analyser les effets d'une conjoncture idéologique sur les perceptions dominantes de l'URSS (en Occident et plus particulièrement en France), d'autre part, plaider pour la relance d'une discussion sur le stalinisme, et enfin mettre en relief les insuffisances criantes de nos analyses du poststalinisme. Ce que nous ne voulions pas, par contre, c'était remettre sur le tapis la sempiternelle discussion trotskyste sur la « nature de l'URSS » et du système soviétique. Nous ne voulions pas tant avancer de nouvelles thèses — et encore moins une nouvelle « théorie » — que soulever des hypothèses, poser des questions, souligner des lacunes de notre pensée collective en la matière.

Le fond et la forme des « réponses » des camarades Lequenne-Dietrich d'une part, Allio-Smuga-Wilkins de l'autre montrent que, pour le moins, notre propos n'a pas toujours été bien compris. Remettons donc l'ouvrage sur le métier.

Inconvénients de l'autarcie

Les textes de nos contradicteurs manifestent une totale indifférence à la notion même de champ ou de conjoncture idéologique. Sans doute considèrent-ils que la théorie (la science ?) marxiste, puisqu'elle est vraie, et puisque seule la vérité est révolutionnaire, n'a pas à s'embarrasser de ces aléas et de toute cette agitation futile hors les murs de la forteresse marxiste révolutionnaire. C'est à peine, dirait-on, s'ils en perçoivent l'écho assourdi. Ce point de vue autarcique, cette morgue, cette conception figée et dogmatique du « vrai » nous désolent à plus d'un titre. Nous considérons au contraire que nous n'avons (malheureusement, peut-être) pas la latitude de faire ainsi abstraction de l'évolution de la conjoncture idéologique, des mutations du climat intellectuel — ne serait-ce que parce qu'au fil de ces mouvements, certains mots changent de sens, certains consensus se déplacent, certains alliés d'hier se retrou-

vent de l'autre côté de la barricade... Ainsi, il n'est plus loisible aujourd'hui, pour des marxistes, d'employer comme le font Allio, Smuga et Wilkins le mot « totalitarisme » dans le sens banal de dictature, tyrannie, absolutisme, sans s'exposer à entrer par la grande porte dans le champ du discours (libéral) dominant sur les pays de l'Est. Dans le même esprit, nous avons vu, lors de l'affaire Manouchian (plus exactement lors de l'agitation soulevée par le film de Mosco *Des terroristes à la retraite*) qu'il n'était pas possible, pour des marxistes révolutionnaires, de se saisir de l'occasion pour donner libre cours à leur antistalinisme atavique — sans intégrer à leur prise de position une réflexion sur le pourquoi et le comment de l'« affaire » *hic et nunc* —, c'est-à-dire dans une conjoncture idéologique (et politique) donnée. Dans leur « réponse », Lequenne et Dietrich nous adressent une bien imprudente question : « Etions-nous [lors de l'« affaire », donc. A. B.] en mauvaise compagnie avec ceux qui demandent toute la lumière ? » Et comment, camarades ! Avec le ban et l'arrière-ban de la vieille droite, avec *Minute* et *le Figaro*, avec les retournés du stalinisme à la Annie Kriegel, avec les inconditionnels d'Ariel Sharon, avec les anticommunistes de souche de *l'Unité*... Sans doute vos intentions et les mouvements de votre cœur étaient-ils alors tout autres que ceux de ces messieurs-dames. Mais cela ne vous a pas prémunis alors contre les tentations funestes de l'histoire projective (à propos de « lumière », voir le livre récent d'Annette Wieworka : *Ils étaient juifs, résistants, communistes*, Denoël, 1986) et puis, surtout, le propre de ce type d'« affaire », dans une conjoncture idéologique ou politique donnée, est qu'il s'y forme des *chœurs* où importe peu la pureté des intentions. Lénine disait déjà que lorsque l'ennemi l'applaudit, il sait qu'il a fait une sottise. De la même façon, chaque fois que notre petite voix trotskyste semble trouver sa place dans un chœur aussi vaste qu'hétéroclite — qu'il s'agisse de stigmatiser les turpitudes du « totalitarisme » ou celles des dirigeants du PCF pendant la guerre — devrait retentir dans les têtes bien faites de nos camarades une petite sonnerie d'alarme. Notre vocation n'est habituellement pas de nous laisser glisser au fil du courant.

Récusant toute idée d'autosuffisance de la « théorie » marxiste révolutionnaire des pays de l'Est et constatant les faiblesses et retards considérables de notre connaissance de la société soviétique — celles des années trente et quarante comme l'actuelle —, nous avons tenté de mettre en perspective dans nos analyses et réflexions l'apport d'historiens et soviétologues ramant à contre-courant des tendances libérales dominantes — Moshe Lewin, Stefen Cohen, Marc Ferro, Victor Zaslavski... Nous sommes convaincus que leurs travaux ont beaucoup à nous apprendre, pas seulement dans le détail, le contenu, mais sur le terrain de la théorie aussi, et nous y trouvons un puissant renfort dans l'inévitable confrontation avec les gros bataillons de la soviétologie noire et blanche et de l'idéologie dominante : Moshe Lewin et Marc Ferro lorsqu'ils nous invitent à réfléchir sur le « consensus » dans la société soviétique, Stefen Cohen lorsqu'il démontre les impasses de l'historiographie « antitotalitaire », Victor Zaslavski lorsqu'il attire notre attention sur les « marchandages » auxquels se livrent sans relâche le pouvoir et les différentes catégories sociales en URSS... Oui, ici, nous apprenons et nous revendiquons la formule de Soljenitsyne (qui aurait bien fait de s'y tenir) : « L'imbécile veut enseigner, l'homme intelligent veut apprendre. »

La preuve par la honte

Nos « autarciques », eux, procèdent tout autrement : administrateurs autoproclamés de la théorie, ils ne peuvent percevoir derrière nos questions, nos hypothèses ou nos ébauches d'analyses que des affirmations rentrées, trop veules pour se formuler en clair, bref une « théorie » qui s'avance masquée. Ainsi, Vera Lapotchkine analyse (après Zaslavski) de quels « échanges », de quels compromis et marchandages — mettant aux prises la société et le pouvoir — fait l'objet, en URSS, l'institution du passeport intérieur, Lequenne et Dietrich s'étranglent d'indignation et ne craignent pas de commenter : « Vera Lapotchkine justifie [c'est moi qui souligne. A. B.] les passeports intérieurs et les villes fermées. » Allio, Smuga et Wilkins leur emboîtent aussitôt le pas : « La tentative de démontrer la prétendue rationalité de l'institution honteuse des passeports intérieurs n'est pas moins surprenante, etc. » Si nous n'étions pas convaincus de la parfaite bonne foi de nos camarades — fondée sur une totale incompréhension de l'analyse proposée —, nous serions en droit de crier au procédé stalinien. Qu'il suffise de noter en passant que la vertueuse indignation de nos contradicteurs nous rappelle ici l'obstination avec laquelle, naguère encore, les hommes du pouvoir soviétique interdisaient aux sociologues de se pencher sur des phénomènes comme la délinquance, la criminalité, l'usage de la drogue en URSS — redoutant que de tels travaux ne constituent une sorte de reconnaissance ou de légitimation de tels phénomènes, imputables, comme chacun sait, à « l'héritage » de l'ordre capitaliste.

Dans le même esprit, donc, d'indifférence au réel et d'atrophie de la curiosité intellectuelle, la seule chose à dire des passeports intérieurs est qu'ils sont « honteux » — de même que l'on devrait sans doute se cantonner à constater que le goulag est « criminel » et les procès de Moscou « monstrueux ». Bien plus, à ne pas nous borner à analyser (si l'on peut dire) ladite institution du passeport intérieur sous l'angle de la honte, nous nous rendons suspects aux yeux de Smuga et de ses amis du péché majeur de révisionnisme. Mais à qui viendrait-il à l'esprit de suggérer que le camarade Smuga est partisan de la traite de Noirs, de l'infanticide et de la réhabilitation de Béria sous prétexte que sa philippique ne pipe mot de ces douloureux sujets ?

Mais l'esprit d'orthodoxie, l'indifférence à la connaissance produite hors de l'enclos trotskyste, l'indifférence aux enjeux noués sur le terrain général de la bataille des idées (rendons, pour une fois, hommage à Althusser qui rappelait que la théorie aussi est un lieu de la lutte des classes) n'immunisent en rien le propos des « autarciques » contre les voisinages et les influences les plus douteux. On peut, semble-t-il (nous faisons ici allusion à l'article de Lequenne et Dietrich), administrer pointilleusement la « science » trotskyste et puiser ses sources auprès d'Alain Besançon, prototype de l'ultra-renégat du stalinisme dont l'anticommunisme obsessionnel voisine avec un antislavisme de bon ton dans certaines chapelles d'extrême droite ; auprès d'Av-torkhatov, idéologue en chef du NTS, groupe d'immigrés russes fascistes auquel la CIA ne refuse rien ; auprès du regretté Lubomir Sochor qui, après avoir été un stalinien énergique, revendiquait volontiers une position « antirusse » ; on peut reprendre sans barguigner les scénarios-catastrophes à la mode de madame Carrère d'Eucaille, tête d'affiche de la soviétologie libérale bon chic bon genre, prophétisant l'éclatement de l'« empire » soviétique sous les coups de butoir de l'islam... Mais à marier aussi imprudemment dogmes indexés sur la pensée de Léon Trotsky et clichés d'occasion acquis au marché aux puces de la pensée libérale, on s'expose au risque de la contamination, on s'expose, tout simplement, à accommoder à la sauce « trotskyste » les refrains et antiennes de cette pensée ni chair ni poisson.

De la littérature vile

On s'expose par exemple (encore Lequenne et Dietrich) à proférer cette énormité (qui ferait même frémir un Michel Heller — voir son livre *le Monde concentrationnaire et la littérature soviétique* — L'Âge d'homme, 1974) selon laquelle, une fois exclus les écrivains « formés avant et hors de la machine » (la « machine » totalitaire, encore un de ces clichés favorisés de la soviétologie blanche et noire), il n'est aucune littérature valide qui se puisse produire dans le système soviétique ou — dans la version originale : « Mais à qui fera-t-on croire qu'une littérature de qualité puisse sortir d'un pareil système ? » Pourquoi ? Eh bien tout simplement parce que toute littérature



La réalité soviétique : confronter la théorie et les faits.
Un débat qui se poursuivra.

est censurée en Union soviétique ! Tiens donc ! Posons-nous donc toute une série de questions : pourquoi donc des maisons d'édition occidentales qui ne doivent rien à la bureaucratie du Kremlin publient-elles ces purs produits de la « machine » que sont les romans d'Aïtmatov, de Raspoutine, d'Astafiev ? Pourquoi et comment ces représentants ou ces rouages exemplaires de la « machine » que sont les censeurs du Glavlit laissent-ils se publier en URSS ces archétypes de la littérature « non machinique » que sont le *Maitre et Marguerite*, les poèmes de Tsvétaïeva, et bientôt, le *Docteur Jivago* ? Et maintenant que l'on est en train de supprimer le Glavlit pour les œuvres littéraires, que vont devenir les schémas martiaux de nos camarades ? Ou encore, pour dire les choses un peu brutalement : d'où nos camarades tirent-ils la « science » qui leur permet d'énoncer tout de go que toute littérature « autorisée » en URSS est de la crotte ? La lisent-ils dans le texte ? Et comment diable *Une journée d'Ivan Denissovitch* est-il arrivé entre les mains du public soviétique ? Via le samizdat ou via *Novy Mir* ? Et que signifie l'expression « avant ou hors » de la machine ? Soljenitsyne, Grossman et Siniavski n'ont-ils jamais été dans la machine ? Lisez *Bonne Nuit !* du dernier, et vous verrez à quel point les choses sont plus complexes...

Encore une fois : nous ne prenons pas des vessies pour des lanternes, ni Kataev pour Homère : nous savons qu'en URSS des millions de tonnes de papier sont gâchées chaque année à publier d'indigents placets de commande et toute la gamme des pensums littéraires lucratifs par lesquels s'acquièrent honneurs et lauriers de papier mâché, nous savons pertinemment que ni le vers ni la prose ne sont « libres » en URSS. Mais là n'est absolument pas le débat, et c'est ce que tentait de montrer l'article de Vera Lapotchikine. Reprenons donc brièvement. En tout premier lieu, que ce soit chez Heller (*la Machine et les rouages, la Formation de l'homme soviétique*, Calmann-Lévy, 1985) ou chez Lequenne-Dietrich, l'indigente image de la « machine » se

présente surtout comme une machine à décerveler. Où se situe en effet Valentin Raspoutine, écrivain « autorisé », mais porte-parole d'un courant d'opinion sensibilisé aux questions « écologiques » et enraciné dans une certaine « culture sibérienne », un courant, donc, qui s'est formé en réaction à certaines pratiques bureaucratiques ? Dans la machine, hors de la machine, à moitié dans la machine ? Et que dire de ce récent roman d'Astafiev où prédominent les thèmes nationalistes et où se donne libre cours une stupéfiante verve antisémite ? Est-ce là, sans médiation, le « dit » du pouvoir actuel ? Et qu'en est-il de cette pièce de théâtre qui, depuis des mois, fait florès à Moscou et où se trouve instruit (sous une forme finalement rhétorique, certes...) le « procès » du socialisme, où Lénine et Staline se trouvent rudement interpellés ? Vile ruse du pouvoir, *catharsis* à bon marché ?

Apprendre à lire

Nous disons donc que le partage péremptoire qu'opèrent Lequenne-Dietrich entre littérature servie et dépourvue de « qualité » car passée sous les fourches caudines de la censure et littérature « libre » car produite hors de la machine est dépourvu de sens. Demandons-nous par quelle « aberration » Grossman a cru pouvoir proposer à une maison d'édition soviétique cette œuvre « libre » par excellence qu'est *Vie et destin...* La réponse, précisément, est dans le livre, dans ce qui s'y exprime des rapports infiniment complexes de l'écrivain avec la « machine »... Mais il y a plus important encore : la littérature est en URSS une formidable caisse de résonance de débats, de conflits, de contradictions sociales et idéologiques. S'il est un lieu où se dissipe l'illusion si chère à nos camarades de l'homogénéité du champ idéologique, du décervelage, de l'aliénation mentale de la population soviétique, c'est bien celui-là. En ce sens, ne craignons pas de dire que la littérature, tout comme le

cinéma ou le théâtre sont en URSS — et pas seulement comme véhicules de l'embrigadement idéologique — bien plus proches de la « vie » que dans un pays comme le nôtre où ils sont avant tout *marchandises*. Mais pour le comprendre, il faut apprendre à lire les signes dans la vie sociale et la vie culturelle soviétique, rapportées à l'aune de la vie soviétique et ne pas se contenter de plaquer sur cette réalité les bons vieux schémas de la pensée libérale. Une simple image (une barge chargée de prisonniers soviétiques), une simple réplique (incriminant à mots couverts la responsabilité de Staline dans les désastres militaires de l'année 1941) — dans le film de Guerman *la Vérification* — rencontrent, dans le public soviétique, un écho incomparablement plus grand que chez nous cent interviews de Marguerite Duras et Bourdieu réunis. Pour des raisons évidentes, d'innombrables enjeux sociaux se déplacent et se condensent en URSS sur le terrain de la culture, et donc s'y révèlent. Il faut donc beaucoup de frivolité pour se retrancher, lorsqu'on aborde cette question, derrière le simple critère — hautain et évanescant — de la « qualité ». Encore une fois, le mépris de la « sociologie » qui se donne libre cours dans le propos de Lequenne et Dietrich nous rappelle le dédain que, naguère encore, les apparatchiks de l'Est professaient à l'encontre de cette « science bourgeoise ». Eux aussi, notons-le, plaçaient la « politique » au poste de commande.

Attention : amalgame !

Disant cela, et prônant cet effort aussi bien de méthode que de connaissance pour cerner de plus près la réalité soviétique, avançons-nous masqués sur la voie d'une allègre capitulation devant la bureaucratie new-look du Kremlin ? C'est ni plus ni moins le procès que tentent de nous instruire aussi bien Lequenne-Dietrich qu'Alлио, Smuga et Wilkins. Rappelons donc ce que nous écrivions dans le numéro spécial de *Critique communiste* : « Si nous nous affligeons et nous irritons de la misère de cette soviétologie de combat, partisane et myope, ce n'est certainement pas que nous ayons découvert, dans le contexte de guerre froide ou tiède qui prévaut actuellement, des vertus cachées au socialisme poststalinienn dont Gorbatchev s'active aujourd'hui à rénover la façade. Nous laissons ce thème du globement positif à nos déshérités du brejnévisme — d'ailleurs, ils n'y croient plus eux-mêmes. » Et, plus loin, nous ajoutons : « Nous ne faisons et ne ferons jamais partie du fan-club de Mikhaïl Gorbatchev, nous ne confondons pas les torchons et les serviettes, ni un appel d'air bureaucratiquement déterminé avec l'ouragan de la révolution sociale. »

Ce disant, nous pensions rassurer une fois pour toutes les chasseurs de têtes révisionnistes les plus vétilleux, et surtout éviter de fastidieux faux débats. Mais bernique ! Nous avons oublié que, comme le disait Trotsky, le léninisme, c'est « la méfiance organisée ». Tout de même : à supposer, ce que nous admettons volontiers, que les trotskystes ne soient pas vaccinés contre la

résistance à l'innovation, nos contradicteurs ont-ils le droit de pratiquer aussi librement l'amalgame (procédé stalinien par excellence !), de placer entre guillemets comme si elles étaient notre fait des expressions comme « transition lente », « moindre mal », de nous créditer, contre toute évidence — et à l'encontre de ce que nous avons écrit —, de l'idée définie par eux comme « deutschérienne » selon laquelle la forme actuelle de la domination bureaucratique en URSS représenterait ce fameux « moindre mal » et les bureaucrates gorbatchéviens seraient porteurs d'un « réformisme » susceptible d'inverser le cours de l'histoire ?

Nous n'avons pas dit cela, nous ne le pensons pas et — pour tout dire — ce débat nous paraît oiseux. Nous avons en effet une pratique suffisante et d'une certaine soviétologie et d'une certaine logomachie « trotskyste » pour savoir que le petit jeu des prédictions ou des prophéties n'est en général que le revers de l'incapacité à analyser le présent, le manteau glorieux de la demi-ignorance. Rien de plus facile, en effet, que de prédire l'« éclatement » de l'« empire » soviétique sous la poussée des peuples allogènes, de clamer que l'avenir de la bureaucratie est fait de la même étoffe que son passé (la « machine » étant ce qu'elle est et la réalité des pays de l'Est étant, comme le proclame martialement le camarade Wilkins, « incontournable »), rien de plus facile que de faire danser les tautologies pour prédire que Gorbatchev échouera (car la bureaucratie est la bureaucratie) et de mettre en branle les grandes orgues pour rappeler que l'avenir appartient à la révolution prolétarienne et aux conseils ouvriers — cela n'engage à rien. En concevant le numéro spécial de *Critique communiste*, nous nous assignions des objectifs à la fois plus modestes et plus ambitieux ; nous nous demandions : existe-t-il une nouvelle conjoncture en URSS ? Et si oui, de quoi est-elle faite ? Pas seulement au niveau du politburo, mais dans la société, dans la culture soviétiques. Mais cette préoccupation même du « nouveau » en URSS, de la relative *plasticité* du système est suspecte aux yeux de nos contradicteurs. Ils croient, bien à tort, y détecter comme une fascination pour les performances du gorbatchévisme ; leurs lunettes soviétologiques ne perçoivent que deux couleurs : le noir et le rouge, et tant que les Ouzbeks ne se déclarent pas en sécession ouverte, que ne poussent pas sur la glèbe soviétique grèves de masse et conseils ouvriers comme champignons après l'orage, il ne se passe fondamentalement rien au pays de la tyrannie soviétique ; toute mutation, toute réforme, toute évolution, ils ne la perçoivent que dans sa dimension triviale de *manœuvre du pouvoir* ; aussi bien, de véritable réforme, il ne saurait être question, puisque, comme chacun sait, « le système » oppose une « résistance organique » à toute réforme « parce que toute réforme menace son existence même » (Lequenne-Dietrich).

Encore une fois, le pseudo-radicalisme du verbe, l'ultimatisme rhétorique et les rodomontades généralisantes ne font ici que constituer un écran opaque à la perception de la réalité. Suffit-il vraiment de remettre au goût du jour la vieille antienne de la lutte

entre « technocrates » et « bureaucrates » pour en finir avec le problème du *réformisme* de Gorbatchev ? En quoi Gorbatchev est-il plus « technocrate » que ses prédécesseurs ? Quelle est la dimension « technocratique » de la politique de « transparence » inaugurée par la nouvelle équipe dirigeante lors de la catastrophe de Tchernobyl, de la campagne anti-alcoolique, du retour de Sakharov à Moscou, de la prochaine publication d'un livre explosif sur l'affaire Kirov ? La société soviétique n'a-t-elle aucune part à ce *mouvement* impulsé par en haut ? N'y joue-t-elle vraiment que le rôle du sempiternel dindon de la farce manipulé par les ruses du pouvoir ? N'y a-t-il pas là l'indice que des rapports de forces évoluent, que des espaces se dessinent où sont possibles de nouveaux types d'activité sociale ? Le limogeage de milliers de bureaucrates corrompus ou incapables se réduit-il vraiment aux traditionnelles luttes de factions, n'a-t-il aucun incidence sur la conscience et les réactions de la population soviétique ? L'actuelle tonalité du courrier des lecteurs de la presse soviétique tend plutôt à indiquer le contraire. Aussi bien, si tout ceci n'était que tour de passe-passe et poudre aux yeux, on ne voit pas très bien pourquoi une importante partie de l'appareil soviétique oppose une si opiniâtre résistance à la politique de réformes de Gorbatchev et rêve d'administrer à l'actuel secrétaire général la potion naguère fatale à Khrouchtchev...

Dire cela, et revendiquer que l'on fasse l'effort de tenter d'analyser ce « nouveau », ce mouvement de la société soviétique, ce n'est pas se ranger sous la bannière réformiste du gorbatchévisme, ce n'est pas se faire illusion sur la portée historique de ce cours nouveau, ce n'est pas croire que le retour au léninisme est au bout de ce grand ménage — c'est simplement demander que l'on cesse de nous rebattre les oreilles avec les catégories éculées de l'antitotalitarisme, que l'on cesse de caricaturer la réalité soviétique en se satisfaisant du schéma vide d'une bureaucratie omnipotente opposée à une masse muette (au nom de laquelle il est d'autant plus commode de parler, installé sur le promontoire de la « science » trotskyste).

L'analyse concrète de la situation concrète

Une fois encore, ce « trotskysme » sûr de lui et dominateur exhibe ici ses affinités avec l'antitotalitarisme libéral : pourquoi en effet s'épuiser à analyser ce présent qui bouge, puisqu'aussi bien, au fond, il ne fait que répéter les figures familières du passé ? L'encroûtement et la tétanie face au « nouveau » de ce « trotskysme » conservateur se dévoilent à sa méthode : resassement solennel des analyses « fondatrices », sanctifiées et légitimées (l'interminable leçon de Thermidor que nous assènent Lequenne-Dietrich), viriles et approximatives généralités (« une exploitation de l'homme par l'homme à un niveau jamais atteint [...] dans l'histoire », « une contre-révolution sociale, la pire jamais vue dans l'histoire ») où

les superlatifs font office d'armes de dissuasion face aux manœuvres révisionnistes de l'adversaire ; redéploiement glorieux des pronostics et prophéties historiques également sanctifiées par le programme et la tradition (« nécessité de renverser la bureaucratie par un soulèvement révolutionnaire des travailleurs »). Mais entre les deux, entre le compendium de *la Révolution trahie* et les envolées téléologiques, là où Lénine réclame l'analyse concrète de la situation concrète, rien, le vide béant.

Lequenne-Dietrich tout comme Allio, Smuga et Wilkins nous reprochent sans cesse de ne pas dire ce que nous pensons

dre comment, en URSS, les débats littéraires sont aussi des « débats d'opinion » aux enjeux sociaux et idéologiques souvent décisifs ; c'est pourquoi nous refusons de considérer *a priori* les débats sur la réforme de l'entreprise comme une tempête dans un verre d'eau ; c'est pourquoi ceux d'entre nous qui le peuvent lisent la presse soviétique, des romans soviétiques contemporains, *Eko* et *Novy Mir*. C'est pourquoi, chaque fois que nous le pouvons, nous allons sur place humer l'air soviétique. Nous croyons aux vertus de *l'information*, de la *connaissance* du réel contemporain et, dans la mesure du possible, de *l'expérience*.



vraiment, de ne pas énoncer clairement notre alternative théorique concernant la fameuse « nature de l'URSS ». Voilà qui pose en effet une question de méthode importante. Nous partons en effet de l'idée que les analyses de l'URSS auxquelles s'en tiennent aujourd'hui les marxistes révolutionnaires sont mal assurées dans leurs fondements, qu'elles reposent sur une perception insuffisamment dialectique du stalinisme et qu'elles n'ont pas pris toute la mesure de l'originalité du poststalinisme, nous sommes convaincus que certaines notions comme celles d'*Etat ouvrier* (peu importe ce qui suit) font écran à une perception réaliste de l'Union soviétique et baignent dans une téléologie, une philosophie de l'histoire qui nous empêchent de percevoir des dimensions essentielles du monde soviétique. Ce n'est pas nouveau, nous l'avons dit dans le numéro spécial de *Critique communiste*. Dans ce contexte où notre « théorie » (nos concepts, nos catégories) retardent sur le mouvement du réel — du fait, notamment, qu'en ce qui concerne la réalité soviétique nous manquons depuis des décennies l'indispensable relais de l'expérience, de la pratique collective —, nous refusons de *mettre la charrue avant les bœufs*, c'est-à-dire de bricoler dans l'Olympe de la théorie avant même d'avoir tenté de s'être approprié la connaissance de ces immenses pans de réalité dont — en tant que mouvement — nous ignorons à peu près tout. C'est pourquoi, par exemple, nous nous intéressons à l'institution « honteuse » du passeport intérieur soviétique — mais pas seulement sous l'angle de la honte ; c'est pourquoi nous essayons de compren-

Dans la période actuelle, nous préférons les modestes analyses inachevées que nous pouvons produire sur cette base aux barrages d'artillerie macro-théoriques avec des pièces de 75 datant d'avant-guerre.

Aujourd'hui, tout débat macro-théorique sur la « nature de l'URSS » qui fait l'économie de ce passage par l'information, l'accumulation des connaissances et l'expérience est bel et bien un débat sur le sexe des anges. A quoi bon les savantes comparaisons entre la bureaucratie soviétique et les janissaires si l'on ignore superbement de quoi sont faits les débats entre économistes et sociologues soviétiques sur l'organisation du travail dans les entreprises ? Dans *Nom de la rose*, au moins, lorsque l'on s'empaille sur Aristote, cela a quelque incidence sur le développement de l'intrigue...

Le « rationnel » et le réel

Au fond, c'est bien du marxisme qu'il est question ici, de la méthode marxiste. Dans une récente interview à *la Quinzaine littéraire* (partiellement reprise dans *Rouge*), Moshe Lewin fait la remarque suivante, frappée du sceau du bon sens : « Il faut savoir observer et analyser ce que l'on voit : si l'on voit une crise, il faut savoir la définir, savoir s'il s'agit d'une grippe ou d'un cancer. Certains ne voient que des cancers, partout et tout le temps. Or, l'URSS est une superpuissance et continue de l'être... Je constate que la pensée politique occidentale, sans cesse, s'est trompée :

au sujet du potentiel, du comportement, de la capacité militaire de l'URSS. Que n'a-t-on pas entendu : et les "les pieds d'argile" et "la grande crise définitive" et "l'Allemagne n'en fera qu'une bouchée", et puis la guerre froide censée la "contenir" et puis cette "catastrophe" qu'était censée représenter pour elle la perte de la Chine, etc. Et qu'a-t-on ? A chaque fois, l'URSS est sortie de ces épreuves avec des muscles comme ça ! On ne regarde donc pas dans la direction où il faut regarder... »

En voilà une belle pierre dans le jardin de nos camarades contradictoires ! Lequenne-Dietrich, en effet, écrivent : « Sous cet Etat, dont les assises politico-sociales vont subir une mutation dont les agents sont inconscients, les fondations établies par les six premières années de la révolution imposent un choix limité de solutions, entre lesquelles le pouvoir thermidorien va vaciller, chaque coup de barre le jetant dans une catastrophe qu'il tente de pallier par un coup de barre inverse qui le jette dans une catastrophe pire. » Mais Allio, Smuga et Wilkins font plus fort encore : « Est-ce que Vera Lapotchkine n'arrive vraiment pas à comprendre qu'un groupe social dominant qui n'est porteur d'aucune rationalité socio-économique [c'est moi qui souligne. A. B.] doit, même en ce qui concerne la gestion de la force du travail, recourir à la "rationalité" policière ? » Ou encore : « La bureaucratie stalinienne n'a jamais suscité un dynamisme qui a assuré les performances industrielles. Elle a d'abord freiné l'industrialisation et, par la suite, elle lui a imposé un rythme suraccélééré (...). La bureaucratie n'a jamais suscité de mobilisation de la société soviétique pour écraser le nazisme » ; et de conclure sur une citation d'Ernest Mandel : « Tout ce qui est réellement progressiste dans le développement de la Russie, de la Yougoslavie, de la Chine est le produit d'une révolution socialiste, c'est-à-dire en dernière analyse le produit du prolétariat. Tout ce qui est réactionnaire, c'est le produit de l'usurpation du pouvoir par une bureaucratie parasitaire produit de la survie du capitalisme à l'échelle internationale. Il n'y a aucune interconnection entre ce qui est progressiste et ce qui est réactionnaire dans ces sociétés. »

Voilà qui sonne bien, mais est-ce vraiment la réponse à la petite réflexion de Moshé Lewin sur les « muscles comme ça » de l'Union soviétique ? Vraiment, ces « muscles » sont ceux d'Octobre, un point c'est tout ? Mais sans même nous interroger sur la qualité de ces muscles, comment Dietrich et Lequenne nous expliquent-ils qu'un barreur catastrophique qui, inlassablement, jette son navire de Charybde en Scylla, non seulement conserve la barre en main mais, plus surprenant encore, n'échoue pas définitivement son esquif sur les écueils ? Octobre, encore une fois ? Et qu'un groupe dominant « porteur d'aucune rationalité socio-économique » propulse sur le devant de la scène la seconde puissance mondiale ? Octobre et Octobre encore ? Et vraiment, la bureaucratie soviétique « n'a jamais suscité de mobilisation de la société soviétique pour écraser le nazisme » ? Et le plan des batailles de Koursk et de Stalingrad, par qui a-t-il été élaboré ? Par le

1917	Семидесятый год	1987
Великой Октябрьской социалистической революции		
12		
○ Восх. 8.55 Зах. 16.22 Долгота дня 7.27 ○ Полнолуние 15 января Зах. 7.41 Восх. 13.06 -12 +353		
Я Н В А Р Ъ П О Н Е Д Е Л Ь Н И К		
75 лет со дня рождения (1912) Д. А. Кунаева, члена Политбюро ЦК КПСС, первого секретаря ЦК КП Казахстана. 65 лет со дня образования (1922) Кара-чакво-Черкесской автономной области.		
		
Д. А. КУНАЕВ		

spectre ou l'« esprit » d'Octobre ? Et même si la citation d'Ernest Mandel ne dit pas exactement la même chose que Wilkins, Allio et Smuga, il y aurait au moins une chose à y objecter : dans le cas de la Chine et de la Yougoslavie, il existe au moins une « interconnection » entre ce qui est « progressiste » et ce qui est « réactionnaire ». Ce sont, au sommet, les mêmes (Mao et Tito) qui ont été les artisans de l'un et de l'autre, ce qui nous rappelle, une fois encore, que la compréhension du stalinisme requiert des catégories dialectiques. Ici encore, nous voyons bien à quel point notre histoire-mémoire peut nous jouer des tours et entraîner certains sur les chemins de traverse de l'idéalisme et de la pensée non dialectique. Dans leur souci de légitimation de notre combat, de notre tradition et de notre continuité trotskyste, ils en arrivent à prendre les libertés les plus grandes avec l'histoire (Staline et son appareil n'ont pas mobilisé la société soviétique pour lutter contre le nazisme !), à nier qu'il existe un rapport quelconque entre l'état actuel de développement de la société soviétique et l'activité de la direction soviétique, à réhabiliter un spontanéisme obscur en totale rupture avec le noyau rationnel du léninisme.

Le talon de fer

Dire que le stalinisme, ses méthodes, son empirisme, ses bévues colossales, son inhumanité ont *modelé* de part en part la société soviétique telle qu'elle est aujourd'hui, dire qu'il porte la responsabilité de tous les retards, de tous les blocages, de tous les traits aberrants qui lui sont immanents, c'est tout autre chose qu'écrire cette histoire imaginaire, impossible, inconcevable où, *d'une part*, l'appareil stalinien s'acharne (depuis plus d'une demi-siècle) à jeter cette société et cet Etat dans l'abîme de la barbarie et *de l'autre* l'esprit immanent d'Octobre leur permet, bon an mal an, de réaliser les performances que, malgré tout, ils réalisent. Si tel était le cas, il y a belle lurette que l'entité « Union soviétique » — et *a fortiori* pour les amateurs, « Etat ouvrier » soviétique — ne serait plus qu'un souvenir. Il est totalement absurde d'affirmer crânement comme le font Allio, Smuga et Wil-

Quand la « rénovation » du parti va plus vite que le temps...

Le 12 janvier, le calendrier soviétique fête les soixante-quinze ans de Konnaev, membre du politburo et secrétaire du PC au Kazakhstan. Quelques jours avant, le même Konnaev a été limogé avec pertes et fracas.

kings que l'action de ceux qui président aux destinées de cet Etat est dépourvue de toute « rationalité socio-économique », de la même façon qu'il serait grotesque de prétendre que seul le désordre de la concurrence, l'appât du gain, la loi de la jungle capitaliste président aux destinées de nos sociétés occidentales. Les choses sont un peu plus complexes et il existe bel et bien — c'est la clé de leur pérennité — dans ces sociétés comme dans le « socialisme réel » de puissants et multiples facteurs de régulation qui permettent à « ceux d'en haut » d'en maîtriser *dans une certaine mesure* les contradictions, d'obvier avec une certaine efficacité à l'explosion de ces contradictions (les sociétés du « socialisme réel » sont tout de même incomparablement plus stables que celles du tiers monde), bref de gérer le quotidien. Certes, certes, à l'échelle historique, l'irrationalité fondamentale de l'exploitation et de l'oppression bureaucratiques est appelée — tout comme celle de l'exploitation capitaliste — à « se venger », comme disent les Allemands. Nous savons cela, c'est en un sens notre raison d'être et de vivre, mais cette généralité laisse entièrement ouvert le vaste champ de l'analyse de cette rationalité *relative et aliénée* qui permet à la bureaucratie (comme à la bourgeoisie française) de *durer*, de s'adapter, de corriger certains facteurs d'enrayement du fonctionnement du système, bref qui permet à Gorbatchev de ressouder le consensus en instaurant un cours nouveau et à Jaruzelski de se maintenir à flot sans lancer chaque jour les zomos à l'assaut des usines. Les scénarios apocalyptiques et l'histoire-catastrophe ne nous servent strictement à rien pour comprendre cette *plasticité* des sociétés de l'Est et du système de domination bureaucratique. *Le talon de fer* n'est pas — est moins que jamais — la grille de lecture adéquate pour les comprendre.

Il n'est pire sourd...

Dans leur texte, Allio, Smuga et Wilkins font semblant de s'indigner d'une de nos formules (dans le débat sur stalinisme et poststalinisme). La voici : « Nous sommes d'irréductibles adversaires de Jaruzelski, mais pour de tout autres raisons que

l'immense majorité de ceux qui le combattent aujourd'hui, avec l'abnégation que l'on sait, dans la clandestinité polonaise. » S'il est bien des camarades que cette sobre évidence ne devrait vraiment pas émouvoir outre mesure, ce sont bien eux qui consacrent une grande partie de leur énergie à rompre des lances avec la direction de Solidarité clandestine ! Bien évidemment, Smuga et ses amis savent tout autant et mieux que nous que les idées forces, la perception du monde et les conceptions stratégiques de figures comme Bujak ou Kuron trouvent un tout autre écho parmi ceux qui poursuivent le combat des années 1980-1981 que celles des marxistes révolutionnaires. Ils savent que dans la culture politique et l'idéologie de l'opposition polonaise le reaganisme de compensation, le nationalisme atavique, le discours papiste et la haine de la « commune », des « rouges » (expression en honneur dans toute une partie de la presse clandestine polonaise) font davantage florès que le programme de la IV^e Internationale ou même que les éditoriaux d'*Inprecor* en polonais. Comme nous, ils ont lu, bien sûr, le passionnant ouvrage de Teresa Toranska — *Oni*, Flammarion, 1986 — ; passionnant en ce sens qu'il ne met pas seulement à jour les mentalités et systèmes de représentation des dirigeants staliniens qui présidèrent aux destinées de la Pologne « populaire » dans l'immédiat après-guerre, leur morale, comme leur philosophie de l'histoire, mais aussi car elle nous en dit long sur l'univers mental de cette intellectuelle, parfaitement représentative, nous semble-t-il, de la communauté intellectuelle des héritiers et orphelins de l'épopée des années 1980-1981. C'est qu'il faut voir en effet avec quel allant cette journaliste — dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle n'a pas l'excuse de l'ignorance — se drape dans les plis de la « Pologne polonaise », idéalise à tout va la belle Pologne « indépendante » d'avant-guerre et le gouvernement de Londres, oppose sans vergogne aux années de dictature stalinienne une Pologne exemplaire (celle d'avant) où « le meurtre, l'incendie, la torture [étaient] inconnus depuis des siècles » (O mânes de Rosa Luxemburg !), fait montre de la plus parfaite érudition lorsqu'il est question du Pacte germano-soviétique mais semble tout ignorer du Pacte de non-agression signé entre la Pologne et l'Allemagne en 1934, n'ignore rien des accès d'antisémitisme de Staline, mais semble tout ignorer de l'antisémitisme officiel qui sévit en Pologne de 1935 à 1939, et s'en tient, concernant la période qui d'étend de la fin de la guerre à la mort de Staline à l'indigente version du « Oni » (« eux », les despotes staliniens) et « nous », le peuple, la « société » manipulée et terrorisée.

Peut-être Smuga et ses amis nous rétorqueront-ils qu'il s'agit là d'un langage et d'une vision du monde d'« intellectuel ». Allons donc : dans de larges secteurs de la classe ouvrière polonaise, l'histoire-mémoire que Teresa Toranska administre avec tant de fougue se formule et se « vit » sans doute d'une manière beaucoup plus abrupte encore. Tout cela, encore une fois, nos stratèges *in partibus* de la révolution polo-

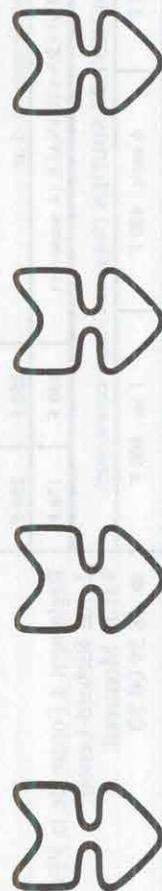
naise le savent parfaitement et ils savent donc que la formule sans ambages que j'employai s'applique tout particulièrement à la Pologne. De la même façon qu'ils savent que ce n'est pas parce que la majorité des signataires de la Charte 77 ne perçoivent pas clairement la différence entre la solidarité avec le gouvernement et le peuple du Nicaragua qui s'exprime dans *Inprecor* et celui qui se manifeste dans *Rude Pravo* que nous devons cesser de soutenir sans relâche la Charte et ses initiatives...

Pourquoi donc faut-il qu'ils tentent de nous faire prendre des vessies pour des drapeaux rouges et évacuent sans finesse le problème que nous posons en mobilisant l'argument éculé de la différence de « niveau de conscience » entre organisations marxistes révolutionnaires et « organisations de masse ». Comme s'il s'agissait de cela ! Comme si Kuron, Michnik, Bujak et autres dirigeants et inspireurs de l'opposition polonaise n'étaient pas représentatifs de ce que sent et pense la « masse » de ceux qui luttent contre le régime du général ! Comme si, d'une façon générale, dans les pays de l'Est, notre qualité de marxistes, d'internationalistes, de partisans du socialisme démocratique (des « soviets », donc) — pour ne rien dire de notre déraisonnable attachement au concept de l'« Etat ouvrier » — ne nous plaçait pas à contre-courant des positions dominantes de ce qui existe ou subsiste comme courants d'opposition ou « dissidence » ! Pourquoi l'ire de nos camarades, donc ? Tout simplement parce que notre formule pourrait laisser entendre que nous ne prenons pas tout à fait pour argent comptant leur prétention à formuler « consciemment » — en leur qualité d'avant-garde, bien sûr — ce que les « masses » polonaises pensent tout bas, ce à quoi elles aspirent dans l'état de confusion native qui les caractérise. Et en effet, si ce sont ces rodomontades « les masses avec nous et nous avec les masses » qu'ils ont senti visées, ils ont, pour une fois, parfaitement saisi ce que nous voulions dire...

Deux remarques pour finir. Ce n'est pas seulement que les camarades Lequenne et Dietrich d'une part, Allio, Smuga et Wilkins de l'autre se trouvent en désaccord avec ce que nous avons écrit dans le numéro de *Critique communiste* consacré à l'URSS. Plus surprenant, ils trouvent anormal et à bien des égards scandaleux que de telles positions puissent s'exprimer dans notre revue — ou, pour dire les choses clairement, s'il n'avait tenu qu'à eux, il en aurait été autrement. Voilà qui nous étonne de la part de camarades aussi intransigeants lorsqu'il s'agit de brandir le drapeau de la démocratie ouvrière et du pluralisme... à l'Est. Oui, un jour, il faudra bien prendre le temps de s'interroger sur certaines formes de contamination des modes de pensée trotskystes par certains traits de mentalité, certains éléments de vision du monde, certains réflexes staliniens. Rien de surprenant, après tout : notre courant n'a-t-il pas grandi à l'ombre du soleil noir du stalinisme ?

Glissons sur ce douloureux sujet, mais terminons tout de même sur un ultime étonnement : ni les camarades Lequenne et Dietrich (ils le revendiquent), ni Smuga et

ABONNEMENTS



ses amis ne semblent manifester un attachement excessif à la notion — centrale dans la problématique trotskyste traditionnelle — d'« Etat ouvrier dégénéré ». Il semble donc que nous ne soyons pas les seuls à « innover » voire à « réviser » — et nous nous en réjouissons. Mais comment, tout en étant eux-mêmes acteurs de la crise de la théorie trotskyste classique de l'URSS, nos contradicteurs peuvent-ils manier un esprit d'orthodoxie aussi immobiliste que sectaire — c'est là un mystère qui nous laisse pantois. Mais peut-être ici le besoin de « légitimité » a-t-il des raisons suffisamment puissantes pour contrecarrer la volonté de savoir...

Alain Brossat

PS : Constatant d'évidentes convergences, dans les différentes contributions du numéro spécial de *Critique communiste*, entre les analyses proposées par Vera Lapotchikine, Eric Laurent et moi-même, Lequenne et Dietrich se croient fondés à nous désigner comme un « groupe », « le » groupe. Je sais bien qu'il suffit de deux trotskystes pour faire une organisation et de trois pour s'exposer au risque d'une scission ; mais il reste que, pour quiconque connaît la musique stalinienne, ce terme, même lorsqu'on évite de lui accoler l'adjectif malsonnant d'« antiparti », éveille des souvenirs désagréables... En vertu de quoi, le (trop long) article que l'on vient de lire n'engage que son auteur.

les cahiers de l'
N°11 — Janvier 1987

Association d'Etude
des Réalités Institutionnelles
et Politiques

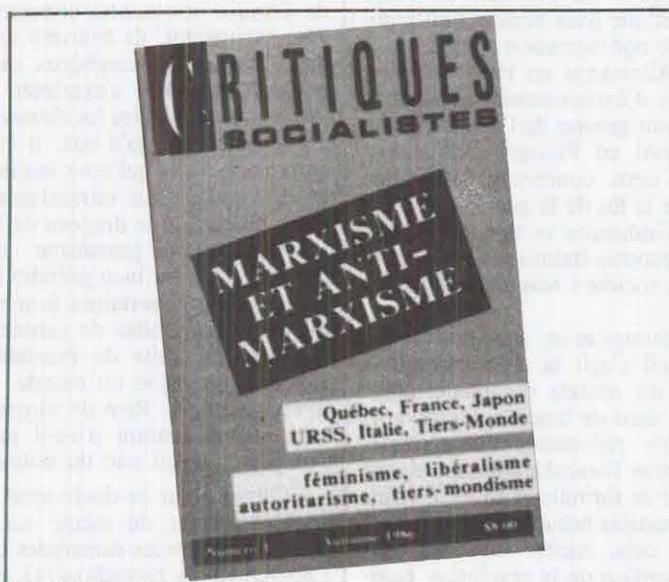
**Décentralisation,
communes,
vie locale**

Alain BERTHO
Etienne BUTZBACH
Michel CARRÉ
Jean-Pierre CHANTECAILLE
Marie-José CHOMBART DE LAUWE
Omer DRIGNY
Anne FROMENT
Jean-Jacques GLEIZAL
Georges GONTCHAROFF
Maurice IMBERT
Gilles DE MARGERIE
Michel MIAILLE
Jean PLANCHET
Franck SERUSCLAT
Roger WINTHERALTER

JOURNÉES D'ÉTUDES
14-15 novembre 1986

40,00 F

En vente à la librairie La Brèche



ABONNEMENT A DOMICILE		France DOM-TOM	Etranger
2. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste		450 F	500 F
3. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE		160 F	
4. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an		150 F	170 F
5. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)		65 F	75 F
6. INPRECOR (quinzomadaire), 1 an		250 F	250 F
7. QUATRIEME INTERNATIONALE (4 numéros)		100 F	170 F
6. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)			
3 mois : 200 F	6 mois : 400 F	1 an : 800 F	

Nom

Prénom

Adresse

.....

Formule choisie

Reglement à l'ordre de la PEC,
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.
☎ 48 59 00 80

Lisez les publications de la LCR, des JCR
et de la IV^e Internationale
En vente notamment à la librairie La Brèche (Paris)

CAHIERS DU FEMINISME

trimestriel

15 F

instrument militant
des luttes des femmes
un dossier chaque trimestre
(En vente en librairie)



ROUGE

Hebdomadaire de la LCR

En vente 8 F

dans les principaux kiosques
et auprès des militants



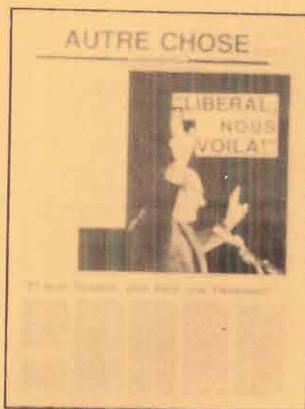
QUATRIEME INTERNATIONALE

revue trimestrielle
du secrétariat unifié
de l'Internationale
40 F



INPRECOR

Revue bimensuelle
d'information
et d'analyse
internationales
12 F



AUTRE CHOSE

Hebdomadaire
des Jeunesses
communistes
révolutionnaires
2 F.

Abonnement 6 mois : 50 F

Soutien : 100 F

Chèques à l'ordre
de Autre Chose,
9, rue de Tunis.
75011 Paris.

Tous ces titres peuvent être commandés directement à la PEC

librairie
diffusion

LA BRECHE

heures d'ouverture

lundi : de 14 h à 20 h

du mardi au samedi

de 12 à 20 h

Achetez-y

tous vos livres

5 % d'avoir à partir
de 500 F d'achats (de livres)

9, rue de Tunis. 75011 Paris.

Tél : 43 67 63 57

A paraître aux Editions PEC-La Brèche

LA TOURMENTE MEXICAINE

De Maxime Durand

Un panorama de l'histoire
récente et des paradoxes de la
société mexicaine. Une étude
détaillée de la crise
économique et sociale actuelle.

Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard Lenoir. 93100 Montreuil-sous-Bois.
Tél : 48.59.00.80
Directeur de la publication : Christian Lamotte. Imprimerie Rotographique.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551